

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Band: 2 (1995)
Heft: 2

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

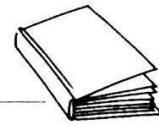
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LITERATUR ZUM THEMA / COMPTES RENDUS THÉMATIQUES

LA BIOGRAPHIE. USAGES SCIENTIFIQUES ET SOCIAUX

POLITIX, 27, PARIS 1994, PRESSES DE LA FONDATION
NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, 224 P.,
FF 75.-

La revue *Politix* a été fondée en 1988 par des politologues français, alors sur le point d'achever leurs thèses, pour qui la création d'une nouvelle publication visait à réorienter la discipline politologique dans la direction d'une ouverture plus large sur des approches sociologiques et historiques. Le numéro qui a dernièrement été consacré à la biographie associe précisément une réflexion sur les démarches de travail adoptées en sciences sociales à un effort pour rénover l'éclairage porté sur des objets d'études classiques en science politique. La proclamation d'un retour du biographique en sciences sociales donne l'ancrage à partir duquel sont examinées les diversités que recouvre le développement de la méthode biographique. Prenant une distance critique face au constat général d'une vogue récente pour les récits ou les histoires de vie, les auteurs des différentes contributions s'attachent plutôt à découvrir les conditions qui rendent possible une réaffirmation de la place accordée aux individualités dans les disciplines des sciences sociales, mais aussi à l'extérieur de ce milieu universitaire. De manière complémentaire, d'autres articles se proposent de montrer dans des études particulières les apports scientifiques de la méthode biographique.

Dans sa contribution intitulée «Du biographique entre «science» et «fiction». Quelques remarques programmatiques», Bernard Pudal souligne que la place,

variable au fil du temps, faite à la biographie dans les différentes disciplines des sciences sociales a pour enjeu fondamental l'importance à accorder aux trajectoires et aux stratégies des agents individuels dans une analyse sociologique et historique. A travers les débats scientifiques à propos de la validité de la démarche biographique se marquent en effet des concurrences entre différentes disciplines (sociologie, histoire, ethnologie, histoire littéraire), ainsi que des oppositions méthodologiques internes à chacun de ces découpages disciplinaires. L'accroissement actuel de la demande sociale pour les récits de vie renforce de tels antagonismes et illustre la proximité, plus ou moins recherchée, des sciences sociales avec le journalisme, la littérature, la psychanalyse ou les contrôles administratifs de l'identité, ces autres manières de mettre en forme le «moi», le «vécu» et d'interpréter la réalité sociale.

Jean Peneff propose un bilan des «grandes tendances de l'usage biographique dans la sociologie française», dans lequel il revient sur les implications d'une utilisation habituellement routinière et peu explicite de la technique biographique. Rappelant les problèmes posés par ce moyen privilégié de l'investigation biographique que constitue l'entretien, il évoque la délicate mise en parallèle de multiples témoignages, le difficile contrôle du contenu des propos, l'irréductible distance entre l'enquêteur et l'enquêté, la ressemblance gênante entre le déroulement de n'importe quelle rencontre et le type d'interaction qui se noue au cours d'un entretien. Jean Peneff est ainsi amené à déplorer que l'approche biographique, qui s'attache avant tout aux discours que les individus tiennent sur eux-mêmes pour justifier leurs actes, prenne le pas sur la méthode biographique, centrée elle sur la reconstruction factuelle des itinéraires biographiques.

La méthode biographique se révèle particulièrement appropriée au traitement d'objets sociologiques qui touchent aux liens unissant des individus à une institution (par exemple à une organisation partisane, à un poste ou un titre). Elle permet de penser les trajectoires individuelles comme socialement construites, d'abord parce qu'elle fait voir que les individus se racontent différemment selon leur position et leur insertion sociale, mais aussi parce qu'elle contraint à comparer des parcours singuliers. Ainsi Luc Berlivet et Frédéric Sawicki s'appuient sur la similitude des trajectoires de militants syndicalistes pour cerner les caractéristiques de leur engagement dans le syndicalisme chrétien après la guerre, ainsi que la transformation des propriétés de l'organisation ouvrière qui découlera de leur investissement dans l'action militante. L'investigation biographique est aussi bien adaptée à la saisie des phénomènes de reproduction sociale. La façon dont un héritage se vit et se perpétue est analysée par Christian Le Bart à travers la transmission de charges politiques locales d'une génération à une autre au sein d'une même famille. La démarche biographique se situe donc au croisement d'utilisations multiples selon les interrogations théoriques qu'elle sert et les positions de ceux qui s'en servent. Brigitte Gaïti le montre en questionnant le succès, les particularités du genre biographique incarné par Jean Lacouture et Gérard Mauger en se demandant à quelles conditions les sociologues sont en mesure de trouver dans les autobiographies écrites par des écrivains issus de milieux populaires du matériau pour étudier les conditions de ces catégories sociales.

Les perspectives que ce numéro de *Politix* ouvre sur la biographie, si elles traduisent un renouvellement de la sociologie politique, ne sont cependant pas inédites. Les contributions réunies dans cette

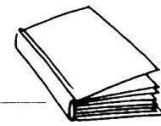
parution se réfèrent à ces apports méthodologiques essentiels de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron (cf. Pierre Bourdieu, «L'illusion biographique», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 62–63 [1986], 69–72; Jean-Claude Passeron, «Biographies, flux, itinéraires, trajectoires», *Revue Française de Sociologie* [1989], 3–22): les croyances en la suprématie de l'individu et en un déroulement linéaire de son existence fondent le succès que connaît l'approche biographique auprès du public et des chercheurs en même temps qu'elles constituent le piège principal auquel son usage scientifique se heurte; l'existence de conceptions antagoniques des structures sociales, entraînant des explications divergentes de la succession temporelle qui concourt à la formation de trajectoires individuelles, débouche alors sur une pluralité de traitement du biographique en sciences sociales.

Muriel Surdez (Lausanne)

JEAN-PHILIPPE COEN (DIR.) L'AUTOBIOGRAPHIE

EQUINOXE, REVUE ROMANDE DE SCIENCES HUMAINES, 12, GENÈVE 1994, 182 P., FS 20.–

La dernière livraison de la revue *Équinoxe* s'articule autour de l'autobiographie. Cet intérêt pour l'«individu» et son histoire rejoint le regain d'attention portée à la biographie depuis une dizaine d'années par les historiens, et dont rend compte dans le numéro Patrice Borcard. L'autobiographie ne fournit pourtant qu'un «cadre assez large», pour reprendre les termes de Starobinski, «à l'intérieur duquel pourront s'exercer et se manifester une grande variété de styles particuliers» («Le style de l'autobiographie», in *L'œil vivant II*, Paris 1970). Ce registre très ouvert explique qu'il soit possible de réunir en un recueil des textes ayant trait à



l'histoire, la littérature, la peinture et la psychanalyse. Cette diversité est d'ailleurs stimulante pour le lecteur, puisqu'elle pose pour ainsi dire plus de questions qu'elle ne prétend en résoudre. Ce «cadre assez large» explique également l'hétérogénéité toute «naturelle», presque inévitable du numéro, et l'on se demande pourquoi Jean-Philippe Coen, dans son éditorial, tente de lui donner à tout prix une cohérence presque forcée.

Deux contributions d'historiens ouvrent la livraison. Qu'il s'agisse de l'autobiographie d'un diplomate suisse au Japon durant la Seconde Guerre mondiale, ou de celle d'un dirigeant de la Révolution russe, dans les deux cas les auteurs mettent en lumière la «reconstruction» des faits qu'un tel récit opère. Michela Trisconi dégage pour sa part les stratégies sous-jacentes au projet du Suisse Gorgé, de «légitimer vis-à-vis des lecteurs son rôle de témoin dans l'histoire qu'il relate» dix ans plus tard, alors même que le Conseil fédéral en était à se demander si «la profession d'écrivain est [...] compatible avec la fonction de diplomate». Cette «relecture orientée», pour ainsi dire, de son propre passé en fonction des enjeux du moment est subtilement analysée par Jean-Pierre Fayet dans le cas du révolutionnaire russe Karl Radek. Le «contexte de luttes qui divisent le parti bolchevik à la fin des années 20» et la «chance inespérée de reconstruire son itinéraire», «de se poser en bolchevik de la première heure» qui lui est offerte, incitent Radek à «escamoter, transfigurer et valoriser» – comme dit Fayet – certains aspects de son enfance.

Le pan littéraire du numéro est plus inégal, même si le style des analyses sur Hugo, Pinget et Leiris, à deux reprises, est toujours simple et agréable à la lecture. On regrettera par exemple que Chantal James, qui met par ailleurs très bien en relief les jeux de Pinget à l'égard de

l'autobiographie traditionnelle, ne soit trop souvent tentée de les «résoudre» en se rapportant directement à la vie de l'auteur. La lecture audacieuse de *Leiris* par Romain Bochaty évite cet écueil. Inspirée des travaux de Gilles Deleuze sur les notions de circulation, de flux et d'intensité, qui s'appliquent à merveille au «procédé d'écriture» d'un tel écrivain, elle se situe au «degré-réseau de l'écriture», comme le dit Bochaty, pour traquer les «affleurements de thèmes» entre les œuvres de Leiris et Roussel.

L'autobiographie est-elle indissociable de sa «forme-tuyau» de *récit* (selon le mot de Giacometti cité par Donat Rütimann)? L'autoportrait ne semble au premier abord pas couvrir le «tracé d'une vie» qu'exige la définition de Starobinski. L'analyse de Rütimann sur la spatialisation du temps chez Giacometti suggère néanmoins une voie de passage, qui nous amènerait à Francis Bacon tel qu'en parle Laurence Benetti.

Le pont entre l'autobiographie et l'autoportrait, c'est avant tout l'*autos* («soi-même, lui-même», *opposé* à un autre, dit le Petit Robert). Mais trop souvent, l'*autobiographie* se voit dans ce numéro liée à une connaissance ontologique de soi: l'épistémologie de l'«irrévélé» qui traverse le numéro – à l'exception notable de la riche contribution de Philippe Moret sur l'écriture aphoristique –, de l'«insoupçonné», de l'«informulable» ou de l'«essence» que l'écriture serait supposée révéler, oublie que la représentation de soi peut être jeu de pouvoir (Louis Marin) et qu'il n'est «pas de rapport à soi qui ne soit *culture de soi* comme différence intérieure et expérience de l'autre» (Jacques Derrida, *L'autre cap*, Paris 1991; c'est nous qui soulignons). C'est pour cette raison précise que Jean-Pierre Fayet juge utile de s'interroger sur le statut de ce document historique qu'est l'autobiographie, sur son ambiguïté irrés-

ductible, et qu'il peut être fécond de s'inspirer de l'analyse psychanalytique que livre François Ansermet en fin de volume et parler après lui d'«objet autobiographique».

Jérôme David (Lausanne)

EMMANUEL LE ROY LADURIE
LE SIECLE DES PLATTER
1499-1628

TOME I: LE MENDIANT ET
LE PROFESSEUR

FAYARD, PARIS 1995, 527 P., FS 52.-

Ni «histoire romancée», ni «roman historique» mais genre «historiographique», tel serait le livre concocté par Ladurie qui avertit son lecteur en ces termes pour se prémunir de toute attaque sur la présence de dialogues dans le corps de l'ouvrage. Faut-il donc tant craindre d'être mal compris pour expliquer la nature de son travail en mettant délibérément en avant «quelques (rares) éléments de dialogue»? Pouvaient-on croire qu'Emmanuel Le Roy Ladurie nous conviait à lire une pièce théâtrale ou romanesque? Rétrospectivement, une fois la lecture du livre achevée, l'avertissement se comprend mais il ne change rien à l'affaire, car Ladurie nous emmène dans un voyage historique peu habituel sous la plume d'un professeur au Collège de France.

Le seul historien académique qui ait su rédiger un «best-seller» – le monde de Montailou – pourrait bien réitérer son exploit éditorial avec l'ouvrage présent. On ne peut que le souhaiter, car il serait injuste de rejeter ou de mépriser ce premier tome sous prétexte qu'il s'écarte des formes académiques plus communes.

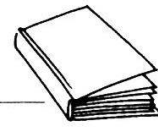
Y a-t-il une recette Ladurie? Dès le début, la plume fringante mais vite redondante de l'historien emmène le lecteur

lourde, subtile et faussement ou inutilement «in», érudite et limitée à l'exploitation littérale du texte.

Lorsque Ladurie s'aventure en terra incognita – genre Valais du XVI^e siècle ou Bâle à la même époque – le discours se resserre autour du récit et des petits faits vrais qui nourrissent si facilement l'histoire du quotidien. Sitôt la France rejointe, et bien sûr le monde languedocien, berceau des recherches de Ladurie, voilà le discours qui s'étoffe, situe, projette un véritable regard de connaisseur sans jamais verser dans l'édification académique.

Ladurie jongle sur tous les registres mais, par une écriture qui n'abandonne ni le temps linéaire du «vécu» des Platter père et fils, ni la dimension profondément individuelle du discours qu'il porte sur eux, il donne à son livre une allure fluide, directe que certains diront «vulgarisée» et qui fera son succès, n'en doutons pas, tant il est difficile de se détacher du goût pour le récit. Sur ce registre, Ladurie est très fort, mais est-ce là faire œuvre d'historien? La question est plus difficile à résoudre et les avis seront probablement fort partagés. Nous dirons qu'une bonne paraphrase reste hélas une paraphrase, même agrémentée de repères utiles. Bien plus qu'un exercice de vulgarisation, le problème que pose Ladurie avec son travail, c'est avant tout celui de savoir pourquoi l'édition privilégie une écriture indirecte à une édition annotée, commentée et critique des autobiographies des Platter... Le chevrier du XVI^e siècle ou son fils médecin pèsent peu par rapport à la puissance médiatique de Ladurie. Cela suffit.

Frédéric Sardet (Yverdon-les-Bains)



ALBERT PFIFFNER
HENRI NESTLÉ (1814–1890)
VOM FRANKFURTER APOTHEKER-
GEHILFEN ZUM SCHWEIZER
PIONIERUNTERNEHMER

CHRONOS, ZÜRICH 1993, 330 S., 23 ABB., FR. 68.–

«Ils existent en France au moins deux millions d'enfant qui consomment journellement quatre cent quintaux à substances solides. Si je puis fournir au commencement seulement quatre quintaux de cette consommation énorme par jour avec un bénéfice de 160 franc cela faisait 58'000 frs. par an [...]. En ajoutant la consommation des pays du midi, d'Angleterre, Amérique etc. on pourra créer une industrie colossale et unique dans son genre.» (S. 123)

Im März 1868, wenige Monate nach der Erfindung seines Kindermehls und zu einem Zeitpunkt, da er in der Kleinstadt Vevey täglich ein Dutzend Schachteln davon absetzen konnte, entwickelte Henri Nestlé, ein selbständiger, bis anhin wirtschaftlich nicht sonderlich erfolgreicher Kleinunternehmer, diese euphorische Vision. Nestlé, 53 Jahre alt und kinderlos verheiratet, sollte damit recht behalten. Zwar wurde er, der in Vevey 1839 als Apothekergehilfe angefangen hatte, ehe er sich 1843 selbständig machte und als Kaufmann in finanziell meist angespannten Verhältnissen mit verschiedensten Waren handelte, die er mehrheitlich selbst herstellte (u. a. Öl, Liköre, Essig, die Mineralfarbe Bleiweiss, Mineralwasser und Limonade, Kunstdünger, Flüssiggas und Beleuchtungsgegenstände), nicht «Millionär in kurzer Zeit» (S. 123). Als er 1875, nach sieben weiteren, arbeitsintensiven Jahren sein Unternehmen, das «Nestlés Kindermehl» in mittlerweile 18 Ländern auf allen fünf Kontinenten absetzte, mitsamt seinem Namen und seiner Unterschrift verkaufte, konnte Nestlé die ehemals erträumte Million aber

einstreichen. Sechzigjährig und bei bester Gesundheit trennte er sich mit einer verblüffenden Radikalität von seinem Lebenswerk, der prächtig prosperierenden Kindermehlfabrik, kaufte Liegenschaften in Glion und Montreux und verbrachte daselbst mit seiner Gattin den Lebensabend bis zu seinem Tod im Jahre 1890.

Albert Pfiffner legt mit seiner Dissertation nicht ausschliesslich eine Biographie vor. Nicht zufällig findet sich der Begriff Biographie gerade einmal: auf S. 14, in einer beiläufigen Erwähnung. Akribisch rekonstruiert er die Lebensgeschichte von der Wiege des «Heinrich Nestlé» in einer Frankfurter Bürgerfamilie über die Auswanderung ins waadtländische Vevey bis zum Grabstein in Montreux durch eine – erstmals geleistete – umfassende Aufarbeitung der Quellen. Sein Hauptinteresse gilt dabei der Darstellung und Erklärung der Entwicklung Nestlés vom einfachen Apothekergehilfen zum erfolgreichen Pionierunternehmer, welche sich im Zeitraum von 1839 bis 1875 zugetragen hat und die von Pfiffner als Ergebnis eines Lernprozesses begriffen wird. Das erste Kapitel (die Frankfurter Zeit) und das letzte (Lebensabend in Glion und Montreux) komplementieren diese und runden sie ab zu einer integralen Biographie Henri Nestlés.

An Nestlés Lebensgeschichte interessiert somit vordringlich ihr Mittelteil: die Phase seiner Erwerbstätigkeit (Kapitel 2–5). Im Abschnitt «Theoretische Einführung» (der sich bezeichnenderweise erst zu Anfang des zweiten Kapitels findet) erläutert Pfiffner den von ihm gewählten Blickwinkel auf Nestlés Handeln: In Henri Nestlé muss ein «Pionierunternehmer» deswegen erkannt werden, weil er in sich die unterschiedlichen Fähigkeiten des Erfinders und des Unternehmers vereinigte. Er erfand nicht nur 1867, in einer Zeit grosser Säuglingssterblichkeit und verbreiteten Nichtstillens, ein gebrauchsferti-

ges Kindermehl als erstes auf wissenschaftlichen Erkenntnissen basierendes, vollständiges Ersatznahrungsmittel für Säuglinge, sondern schaffte durch geeignete Marketingstrategien auch den Marktdurchbruch. Einen Ansatz Hansjörg Siegenthalers verwendend, geht Pfiffner weiter davon aus, dass Pionierleistungen nicht Folge einer bestimmten Persönlichkeit oder eindeutig festlegbarer Persönlichkeitsmerkmale sind, sondern vielmehr ein Ergebnis von Lernprozessen. Ein initiatives Individuum mit der Bereitschaft, sich auf Lernprozesse einzulassen, also der Fähigkeit oder Flexibilität, bisherige Weltbilder, Orientierungen und Verhaltensweisen zu überdenken und zu ändern, ist dazu in der Lage. Angeregt werden seine sogenannten «fundamentalen Lernprozesse» dabei in der Regel durch äussere Umstände, die das Individuum in einen Engpass oder eine persönliche Krisensituation geraten lassen, in ihrer Richtung gelenkt teilweise durch das kommunikative Netz von Vertrauenspersonen.

Wie kam es aber konkret zur Erfindung des Kindermehls, und wie wurde Henri Nestlé damit zum Pionierunternehmer? Albert Pfiffners Darstellung und Erklärung dieses Prozesses lässt sich – stark verkürzt – wie folgt zusammenfassen:

Erfindungen sind, so Pfiffner, «Produkt eines mehrschichtigen Prozesses» (S. 79). In diesem verknüpfen sich: (1) Weltbild, Verhalten, Wissens- und Erfahrungsstand der Person des Pioniers (sie alle verändern sich durch dessen Lernprozesse); (2) eine bestimmte auslösende Situation; (3) der Hintergrund einer der Erfindung förderlichen Umweltkonstellation. Alle drei Faktoren zerfallen wiederum in eine Vielzahl von Komponenten, unter denen folgende herausgehoben werden können:

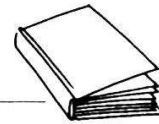
ad 1) Nestlé war eine stark fortschrittsorientierte Persönlichkeit mit einer

streng rational-naturwissenschaftlich geprägten Weltanschauung. Zeit seines unternehmerischen Wirkens zeichnete ihn die Bereitschaft aus, sich auf neue Wissens- und Produktionsgebiete einzulassen. Der gelernte Apotheker, der keine Universität besucht hatte, vertiefte sein chemisch-pharmazeutisches Wissen durch sein starkes Interesse an den Erkenntnissen der zeitgenössischen Chemie, vor allem an den Theorien, Methoden und Forschungen des bekannten deutschen Chemikers Justus von Liebig. Nestlé richtete sich 1849 ein eigenes chemisches Labor ein.

ad 2) Nach einem abgewendeten finanziellen Ruin in der Wirtschaftskrise von 1857 schien Henri Nestlé zu Anfang der sechziger Jahre mit dem Abgang seines finanzkräftigen Teilhabers Keppel und dem absehbaren Wegfall eines seiner beiden Hauptgeschäftszweige (Lieferung von Flüssiggas an die Gemeinde Vevey) erneut schweren Zeiten entgegenzusehen. Die Erfindung des Kindermehls resultierte aus einem längeren Suchprozess nach einer neuen Erwerbsmöglichkeit.

ad 3) Von den vielen Umweltfaktoren, die Nestlé für das Thema Kinderernährung erst sensibilisierten und den Erfolg seines Kindermehls auf dem Markt später begünstigten, können genannt werden die noch junge wissenschaftliche Beschäftigung mit Ernährung und Gesundheit (die von Nestlé verfolgten Forschungen Liebig's waren hier wegberaubend), die hohe Säuglingssterblichkeit, das verbreitete Nichtstillen, die veränderten Lebensbedingungen von Arbeiterschaft und Stadtbevölkerung (neue Zeitökonomie), aber auch der Anstieg der Konsumentenzahl und der Kaufkraft durch Industrialisierung, Bevölkerungswachstum und Verstädterung.

Zum Pionierunternehmer hätte es Nestlé mit seiner Erfindung und den einen Markterfolg begünstigenden Umwelt-



faktoren allein aber nicht gereicht. Erst seine Entwicklung von einem zunächst «ausgeprägt produkt- und produktionsorientierten zum marktorientierten Unternehmer» (128) ermöglichte Nestlé nach 1867 die erfolgreiche Vermarktung seines Kindermehls, eines der ersten modernen Markenartikel der Schweiz.

Auf der Folie seines Ansatzes ist Albert Pfiffner eine plausible Darstellung und Erklärung von Nestlés Handeln und Leben gelungen. Da in dem von ihm verwendeten Konzept der Lernprozesse den Umweltfaktoren eine grosse Bedeutung zukommt, hat Pfiffner durchgehend – vielfach nur kurze – Skizzen derjenigen Bereiche der zeitgenössischen Welt in seine Darstellung aufgenommen, die Henri Nestlés Handeln und Entscheidungen beeinflusst haben (Skizzen zum Aufkommen städtischer Wasserversorgungs- und Beleuchtungssysteme, zum Ammenwesen, zu Ernährungsgewohnheiten etc.). Dies vergrössert vordringlich das erklärende Potential seiner Untersuchung, trägt darüberhinaus aber auch zur Erhöhung des Lesevergnügens bei. Gerade in diesem liegt schliesslich eine Qualität der Publikation, die an dieser Stelle nicht unerwähnt bleiben darf: Albert Pfiffners Dissertation ist eine kompakte, spannende und kurzweilige Studie zur Schweizer Wirtschaftsgeschichte.

Henry Muchenberger (Basel)

EVELINE HASLER

DER ZEITREISENDE

DIE VISIONEN DES HENRY DUNANT

ROMAN, NAGEL & KIMCHE, ZÜRICH 1994, 318 S., FR. 39.80

ASTRID SCHMEDA

EIN LEIDENSCHAFTLICHES INTERESSE AM WIRKLICHEN LEBEN

ROMAN, EDITION NAUTILUS, HAMBURG 1994, 189 S., FR. 30.80

Eveline Hasler wie Astrid Schmeda bewegen sich auf dem viel begangenen Feld der romanhaften historischen Biographie. Dokumentarisch stützt sich die eine auf Sekundärliteratur und bereits existierende Biographien von Henry Dunant, die andere teils auf die von Clara und Paul Thalmann verfassten Erinnerungen (erschienen schon 1974) und weitere, nicht genannte autobiographische Materialien, eventuell auch eigene Gespräche mit der 1987 verstorbenen Clara Thalmann, der zentralen Figur ihres Buches. Beide Autorinnen wählen ein formal ähnliches Vorgehen, indem wir den Protagonisten im hohen Alter begegnen und sie im Blick sehr viel jüngerer Personen erleben. Bei Hasler ist es ein (dokumentiertes) Lehrerhepaar, das sich des vereinsamten alten Dunant in seinem Appenzeller Asyl annimmt; bei Schmeda eine junge (und fiktive), an einem feministischen Zeitungsprojekt engagierte deutsche Journalistin, hinter der man die Verfasserin selbst ahnt, die Clara Thalmann in Südfrankreich für ein Interview aufsucht. Stark scheint der Wunsch nach Annäherung an eine bewunderte Frauengestalt durch; ein hagiographischer Zug, der bei Eveline Hasler noch viel ausgeprägter ist.

Wer Henry Dunant (1828–1910) war, braucht man nicht zu erklären; für Clara Thalmann (1908–1987), die aus Basel stammende Sozialistin und Anarchistin, die nach 1945 in Frankreich lebte, gilt

dies weniger. Während Dunant unter eigenem Namen auftritt, macht Astrid Schmeda aus Clara eine Ella, wiewohl Klappentext und Widmung offenbaren, wer gemeint ist. Wo Hasler Dunant-Zitate und sonstige verwendete Texte von Zeitgenossen kursiv setzt, um den glaubhaften Charakter ihrer Erzählung zu unterstreichen, verzichtet Schmeda auf solche Kennzeichnung und gibt ihre Subjektivität darin zu erkennen. Sie baut auf längere, von Clara Thalmann ihrer fiktiven Interviewpartnerin erzählte Berichte aus ihrem Leben, von der Basler Kindheit über erste politische Erfahrungen, die Ablösung von der Familie, namentlich vom sozialistischen, aber darum nicht weniger autoritären Vater bis hin zur entscheidenden Lebenserfahrung: der Teilnahme an Revolution und Bürgerkrieg 1936/37 in Spanien, wobei hier manche Abschnitte dem bereits 1974 veröffentlichten Text recht eng folgen.

Durchbrochen werden die erinnernden Rückblicke, die nur einen Teil des Buches ausmachen, mit der Aktualität eines Tagesablaufs im südfranzösisch-ländlichen Wohnsitz, wo der Zufall gerade an diesem Tag verschiedene Menschen zusammenführt. Ein Tag voller Erzählungen und Gespräche, einander widerstreitender Gefühle und Versuche, sich über die eigene Rolle, Vergangenheit und Gegenwart klar zu werden. Die Engagierten von «1968» begegnen einer Frau, die eine «wirkliche Revolution» erlebt hat und von dieser Erfahrung für den Rest ihres Lebens geprägt wurde. Anarchismus und Stalinismus, Geschlechterkampf und Selbstfindung, Autonomiestreben und der anarchistische Traum vom kollektiv organisierten, aber radikal freien Leben: es ist ein wenig viel, was die Autorin hier alles zusammenführt. Bisweilen meint man, an einem Selbsterfahrungs-Wochenendseminar teilzunehmen (oder einen Reisebericht von Alter-

nativferien zu lesen). Dass der altgläubige Kommunist, dessen Rolle als Geschichtsforscher man ihm nicht recht abnimmt, ausgerechnet an diesem Tag im Gespräch mit der Thalmann seine persönliche «Wende» erfahren muss, ist wirklich zuviel des Guten. Die schon öfter dargestellten spanischen Konflikte der dreissiger Jahre muten von heute aus gesehen unglaublich entrückt an, so dass man den leidenschaftlichen Parteigeist der geführten Diskussionen schwer nachzuempfinden vermag.

Bei allen Einwänden: die Lektüre des Buches von Astrid Schmeda war mir eine durchaus vergnügliche Erfahrung, was nicht zuletzt mit den wechselnden Erzählperspektiven zusammenhängen mag, welche die Subjektivität und Gefühlswelt der Personen mit ins Spiel bringen. Solch gestalterisches Bemühen sucht man bei Hasler vergebens. Dabei bräuchte es schon einige Kunstfertigkeit, um dem überreich dokumentierten, als Held ein wenig abgegriffenen Dunant neues Leben einzuhauchen. Vor allem aber bräuchte es Klarheit um den hoch ideologischen Gebrauchswert dieses Schutzpatrons schweizerischer Neutralitätspolitik im 20. Jahrhundert. Diese Klarheit entsteht keineswegs. Die verheissene «Sprengkraft» der Ideen des eher verwirrt als visionär erscheinenden Dunant zündet schon gar nicht. Dabei bewegt sich die Sprache immer haarscharf am Rande der Trivialität. Wo Schmeda ihre Geschichte im spannungsvollen Gegeneinander subjektiver Perspektiven erzählt, bleibt Hasler einem altmodischen Erzählstil verpflichtet, der alles weiss und über den Dingen schwebt. Ihr Umgang mit dem verwendeten Quellenmaterial ist hanebüchen, und dilettantisch sind ihre Auslassungen über Krieg und Frieden im 19. Jahrhundert, über Pariser Kommune, Dunant, Bismarck und gekrönte Häupter –, verblüffend einzig, dass solches Schreiben mit



einem Platz auf der Bestseller-Liste belohnt wird.

Mario König (Basel)

CORNEL DORA

AUGUSTINUS EGGER

VON ST. GALLEN 1833–1906

EIN BISCHOF ZWISCHEN KULTURKAMPF, SOZIALER FRAGE UND MODERNISMUSSTREIT

STAATSARCHIV UND STIFTSARCHIV ST. GALLEN,
ST. GALLEN 1994, 668 S., MIT ABB., FR. 82.–

Der St. Galler Bischof Augustin Egger gehörte zu den führenden Gestalten des schweizerischen Katholizismus im letzten Viertel des 19. Jahrhunderts. In seine Amtszeit zwischen 1882 und 1906 fiel einerseits die politische Integration der Katholisch-Konservativen in den Bundesstaat (Wahl von Josef Zemp in den Bundesrat, 1891), andererseits vollzog sich der Aufbau der modernen katholischen Sondersgesellschaft, d. h. der soziologische Rückzug der Katholiken ins Ghetto.

In seiner umfangreichen Arbeit beschreibt Cornel Dora sehr detailliert und mit vielfältigen Bezügen zum geistig-politischen Umfeld den Lebensweg des einflussreichen St. Galler Bischofs. Augustin Egger stammte aus einer wohlhabenden bäuerlichen Familie des Toggenburgs, besuchte die katholische Kantonschule in St. Gallen und studierte zwischen 1852 und 1855 in Tübingen Theologie. Nach seiner Tätigkeit als Professor am katholischen Knabenseminar in St. Gallen und als Pfarrer in Oberriet (St. Galler Rheintal) stieg Egger 1872 zum Domdekan auf und wurde 1882 schliesslich als Nachfolger von Carl Johann Greith zum Bischof von St. Gallen gewählt. Diese gradlinige Laufbahn verdankte Egger weniger einem zielstrebigem Karrieredenken als seinen von den Zeit-

genossen immer wieder betonten intellektuell-menschlichen Fähigkeiten.

Zu den wichtigsten Aufgaben Eggers gehörte zu Beginn der Amtszeit die von Papst Leo XIII. eingeleitete Bereinigung der Kulturkampflasten. Mit Frontstellung gegen die Sozialdemokratie förderte der St. Galler Bischof auf kantonaler und eidgenössischer Ebene den Ausgleich mit dem bürgerlichen Staat, wobei die politische Annäherung zwischen Konservatismus und Liberalismus ihren Ausdruck in verschiedenen symbolträchtigen Feiern fand. Höhepunkte bildeten der 500. Gedenktag der Schlacht von Sempach (1886), der 400. Todestag von Bruder Klaus (1887) und das sechshundertjährige Bundesjubiläum (1891). Die Feiern, die von Egger unterstützt und mitgestaltet wurden, boten Gelegenheit, das katholische Schweizervolk, besonders in der Innerschweiz, für das patriotische Mittragen des Bundesstaates zu begeistern.

Parallel zum Ausgleich mit dem Staat kümmerte sich der St. Galler Bischof intensiv um den Aufbau eines katholischen Vereinswesens. Ob Gesellenvereine, Jünglingsvereine, Erziehungsvereine, Abstinentenvereine oder Arbeiter- und Arbeiterinnenvereine, immer gingen entscheidende Impulse vom Bistum St. Gallen aus. Die Vereine wirkten als breitgefächertes Netz kirchlichen Einflusses in der zunehmend säkularisierten Gesellschaft und bildeten als Horte religiösen Denkens die Basis des katholisch-konservativen Milieus, das sich bis weit ins 20. Jahrhundert hinein vom weltlichen Zeitgeist abschottete.

In religiösen Fragen vertrat Egger einen orthodoxen Standpunkt. So verteidigte er die Beschlüsse des Ersten Vatikanums und wandte sich um die Jahrhundertwende deutlich gegen den sogenannten Reformkatholizismus. Trotz dieser konservativen Ausrichtung war die geistige Einstellung tolerant. Der gesprächs-

berete Bischof vermied jede Polarisierung und suchte den Ausgleich mit dem Staat. In einer Reihe von Fragen nahm Egger relativ fortschrittliche Positionen ein: So war er der Schöpfer der katholischen Abstinentenvereine, unterstützte den Aufbau der christlich-sozialen Bewegung und trat 1900 gegen den Widerstand weiter Teile der Katholisch-Konservativen für das Kranken- und Unfallversicherungsgesetz (Lex Forrer) ein.

Dora zeichnet in seiner Untersuchung das Bild eines gemässigten, nüchtern-rational denkenden Kirchenführers, dessen politisch-soziale Position in der Frömmigkeit der frühindustriellen Gesellschaft des Toggenburgs wurzelte, die von landwirtschaftlicher Arbeit und katholischem Brauchtum geprägt war. So sehr der Verfasser mit Blick auf den rechtskatholischen Widerstand die Fortschrittlichkeit Eggers betont, so macht die Arbeit doch auch deutlich, wie schwer sich der Katholizismus mit dem Übergang zur Industriegesellschaft tat. Obwohl sozial aufgeschlossen, sah Egger in der Arbeiterfrage um die Jahrhundertwende noch immer in erster Linie ein moralisch-sittliches und nicht ein ökonomisch-gesellschaftliches Problem.

Die Untersuchung bearbeitet ein sehr umfangreiches Quellenmaterial, greift eine grosse Zahl verschiedener Themenkreise auf und gibt dank vielen Abbildungen auch einen illustrativen Einblick in die kirchliche Welt um die Jahrhundertwende. Obwohl die Biographie des Kirchenführers leicht zu lesen ist, wirken die langen, eng an das Quellenmaterial angelehnten Schilderungen für den Leser manchmal ermüdend. Eine straffere, die Quellen stärker interpretierende und weniger reproduzierende Darstellung hätte die grundsätzlichen Züge der historischen Entwicklung besser verdeutlichen können. Ähnlich wie bei vielen anderen Biographien neigt der Autor zu einer ver-

klärenden Betrachtungsweise der untersuchten Person. So werden immer wieder Friedenswille und Aussöhnungsbereitschaft des St. Galler Bischofs betont. Demgegenüber diskutiert und interpretiert der Verfasser die politisch-gesellschaftlichen Aktivitäten kaum unter dem Aspekt der Macht, Machterhaltung und Herrschaftsausübung der katholischen Kirche, was viele Entscheidungen in ein ganz anderes Licht rücken würde. Trotz dieser Einwände leistet die Arbeit einen wichtigen Beitrag zur Schweizergeschichte des 19. Jahrhunderts und liefert besonders auch für den regionalgeschichtlich Interessierten eine Fülle von Informationen zur geistesgeschichtlichen Befindlichkeit der Ostschweiz

Max Lemmenmeier (St. Gallen)

**FRIEDRICH LENGER
WERNER SOMBART 1863–1941
EINE BIOGRAPHIE**

C. H. BECK, MÜNCHEN 1994, 570 S., FR. 98.–

Die hier zu besprechende Studie des Tübinger Historikers Friedrich Lenger löste im vergangenen Jahr in Deutschland eine scharfe Kontroverse in Öffentlichkeit und Fachwelt aus. Am Historikertag in Leipzig mit dem Preis des Verbandes ausgezeichnet, in der «Zeit» (Nr. 39/23. 9. 94) als «ebenso materialreiche wie mustergültig distanzierte Biographie» gefeiert, einen Monat später von Kurt Sontheimer wiederum in der «Zeit» (Nr. 45/4. 11. 94) unter dem Titel «Wider die Leisetreterei der Historiker» einer äusserst scharfen Kritik unterzogen und mit dem Vorwurf eines unkritischen, dem historischen Revisionismus verpflichteten Ansatzes konfrontiert, kurz: Lengers Buch über den Nationalökonom und Soziologen Werner Sombart stimuliert ein weiteres Mal die Debatte um die Aufarbeitung der



neueren deutschen Geschichte, es bietet darüber hinaus wichtige Anknüpfungspunkte für dringend zu führende erkenntnistheoretische und methodische Diskussionen.

Werner Sombart gehörte in der wilhelminischen Epoche und der Weimarer Republik zu den bedeutendsten, populärsten wie auch eigenwilligsten Gelehrten in Deutschland. Als Extraordinarius in Breslau, ab 1906 als Professor in Berlin war der Nationalökonom zusammen mit Max Weber und Ferdinand Tönnies einer der Mitbegründer der Sozialwissenschaften in Deutschland. Es war Sombart, der heute alltägliche Begriffe wie «Kapitalismus» und «Historische Sozialwissenschaft» in den wissenschaftlichen Diskurs einbrachte. In einer frühen Schrift («Sozialismus und soziale Bewegung», 1896) hatte er sich positiv-kritisch mit Marx auseinandergesetzt, später entwickelte er in seinem Hauptwerk «Der moderne Kapitalismus» (1902) die bis heute verbreitete Einteilung in Früh-, Hoch- und Spätkapitalismus. 1911 erschien «Die Juden und das Wirtschaftsleben» – eine Schrift, die grosse Kontroversen auslöste, weil Sombart darin antisemitische Stereotypen und Vorurteile wissenschaftlich und «völkerpsychologisch» herzuleiten suchte.

Vom Theoretiker des Kapitalismus, vom Verfechter der wissenschaftlichen Werturteilsfreiheit und sozialwissenschaftlichen Vordenker hin zu einem romantisch verklärten Antikapitalisten, zum Vertreter eines nationalkonservativen «Kulturmenschentums» und zum Anhänger von rassentheoretischen Ansätzen – so lauten (sehr) kurz ein paar Stichworte zur *wissenschaftlichen* Entwicklung Sombarts. Auf *politischer* Ebene wandelte sich Sombart vom Sozialpolitiker zum gescheiterten Vermittler zwischen bürgerlichen Sozialreformern und der Sozialdemokratie, später zu einem elitären Kritiker der Massengesellschaft und -demo-

kratie. In seinem privaten Salon in einer riesigen Villa trafen sich nicht nur kulturelle Grössen, sondern auch nationalkonservative und reaktionäre Kreise.

Im folgenden werde ich mich weniger mit den biographischen Ergebnissen der Studie befassen – dass dies eine grosse wissenschaftliche Leistung darstellt, darin sind sich die Rezensenten einig. Stattdessen möchte ich ein paar kritische Fragen zum theoretischen Rahmen und zum methodischen Vorgehen stellen. 1986 hatte Pierre Bourdieu in «L'illusion biographique» auf die der Biographie inhärente Tendenz der Vereinheitlichung und der durch den Biographen künstlich geschaffenen Kohärenz eines zwangsläufigen «Lebensweges» hingewiesen. Lenger orientiert sich an dieser Kritik der «biographischen Illusion» eines in sich geschlossenen Lebens. In Anlehnung an den Bourdieu'schen Ansatz der korrespondierenden, aber relativ autonomen Felder im sozialen Raum versucht er die Interdependenzen und die Verflechtung von sich verändernden Lebensbedingungen (Privatleben, Gelehrtenkultur, Geselligkeit), Wissenschaft (Rezeption der Werke, Wissenschaftsgeschichte, Hochschulkarriere) und Politik im Leben Sombarts darzulegen. Diese drei Untersuchungsfelder bilden die Grundstruktur der «genetischen und kontextualisierenden Betrachtungsweise» von Lenger, wie er in der auffallend kurzen Einleitung unter Bezug auf Bourdieu ausführt.

Wer nach der Lektüre der informationsreichen Studie hoffte, Lenger werde das von ihm eingangs gewählte Konzept noch einmal aufgreifen und diskutieren, der wird enttäuscht. Dafür stösst man auf Seite 386 auf den erstaunlichen Satz: «Letztlich aber ist es ein methodologisches Argument, die Ablehnung einer teleologischen Betrachtungsweise, die den Verzicht auf eine pauschalisierende Gesamtwürdigung begründet.» Man sucht ■ 143

vergeblich nach einer differenzierenden und kritischen Einordnung von Sombart und dessen Wirken bzw. der von Lenger ausführlich geschilderten Geschichte der Gelehrten in den sozial-, politik-, wissenschafts- oder kulturhistorischen Kontext der deutschen Geschichte zwischen 1860 und 1945.

Mit seiner Biographie liefert Friedrich Lenger, der sich bisher als «klassischer» Sozialhistoriker aus der Schule von Kocka und Langewiesche mit dem deutschen Handwerk beschäftigt hatte, einen gewichtigen Beitrag zur Sozialgeschichte der deutschen Hochschullehrerschaft und des Bildungsbürgertums um die Jahrhundertwende. Der Autor hält sich streng an sein immenses Quellenmaterial, präsentiert zu jeder Aussage Sombarts sogleich eine befürwortende wie auch eine ablehnende Meinung, sucht und findet fast immer das «Sowohl-als-auch» und liefert insgesamt eine minutiöse, ja bisweilen mikroskopisch genaue Materialauslegung. Sombart erscheint in einem dichten Kontext, es handelt sich aber eher um eine verengte Binnenansicht; es fehlt die kritische historische Erweiterung des Blicks über das Biographische hinaus. Bisweilen entsteht der Eindruck, Lenger hätte sich in seinem Bemühen, seinem Objekt historisch gerecht zu werden, von der Sombart'schen Werturteilsfreiheit anstecken lassen, und vertrete einen (neuen) Glauben an die mögliche historische Objektivität einer Biographie qua exakter und umfassender Quellensammlung.

Da und dort finden sich leise Andeutungen eines moralischen Urteils. So z. B. im neunten Kapitel, wo es um die umstrittene Schrift «Die Juden und das Wirtschaftsleben» geht. Dass in Sombarts Salon militante rassentheoretische und eugenische Ideen verbreitet werden konnten, wird von Lenger zwar durchaus ausführlich dargestellt, aber nicht weiter

und dessen Antisemitismus keineswegs entlasten, doch werden auch keine Fragen aufgeworfen, die über die Person Werner Sombart hinaus der Rolle deutscher Gelehrter bei der Verbreitung und Reproduktion von Antisemitismus, Rassismus und Nationalismus nachgehen. Kritik schimmert auch im zehnten Kapitel durch, wo Lenger auf die von Chauvinismus triefende Schrift «Händler und Helden» (1915) zu reden kommt.

Eine aus heutigen sozialgeschichtlichen Studien eigentlich nicht mehr wegzudenkende Herangehensweise bietet die Geschlechtergeschichte. Gerade für die Rekonstruktion der «Gelehrtenkultur» würden sich Fragen nach Geschlechterrollen und -bildern nachgerade aufdrängen. Lenger hätte auch dazu über genug Material verfügt, verzichtet aber auf eine umfassende geschlechtergeschichtliche Analyse.

Nach meiner Ansicht muss sich Lenger die Frage gefallen lassen, ob er den Ansatz von Bourdieu, wie er ihn in der Einleitung darlegt, auch umgesetzt hat. Bourdieu setzt für sozialwissenschaftliche Analysen zwei grundlegende Dinge voraus: Erstens müsse ein Sozialwissenschaftler oder eine Sozialwissenschaftlerin permanent die eigene Stellung objektivieren, d. h. die eigenen Interessen, Dispositionen sowie die Vorannahmen, die in Konzept und Quellenarbeit einfließen, bewusst machen. Diese «Selbstreflexion» leistet Lenger nicht. Zweitens beschreibt Bourdieu («Die politische Ontologie Martin Heideggers»), in welchen Bahnen eine «umfassende Rekonstruktion» der relativ autonomen (d. h. mit jeweils eigenen Handlungslogiken), jedoch gegenseitig korrespondierenden und sich beeinflussenden Felder Wissenschaft und Politik sich abspielen müsste. Es geht ihm einerseits um die Stellung der Gelehrten, ihres Wirkens innerhalb des Gelehrtenapparates und dessen Auswirkungen auf



die Politik, andererseits um den Einfluss der Politik auf die Hochschulen und das Wirken der Gelehrten.

Was die methodischen Anforderungen an die Rekonstruktion anbelangt, folgt Lenger diesem Konzept. Bourdieu geht es jedoch nicht nur um eine Rekonstruktion um der Rekonstruktion willen, sondern um die *politische* Auseinandersetzung mit der (historischen) Rolle und Stellung der Intellektuellen in der Gesellschaft. Davor schreckt Lenger zurück und erklärt, die «Zerrissenheit der hier vorgelegten Lebensgeschichte» verbiete ein Gesamturteil. Stattdessen bietet er dem/der verdutzten LeserIn zwei kontrafaktische, «denkbare Alternativen» des Sombart-Lebenslaufes, indem er fragt, was mit der Rezeption Sombarts wohl geschehen wäre, wenn dieser entweder dreissig Jahre früher gestorben wäre oder wenn «er noch einige Jahre gelebt hätte». Dieses Spielen mit dem historischen Konjunktiv begründet er mit dem Hinweis, es gehe ihm um die «von einem gänzlich kontingenten Schlusspunkt bestimmten Perspektiven auf ein Leben».

Friedrich Lenger hat – um Bourdieus Metapher aus «L'illusion biographique» aufzugreifen, wonach der Versuch «de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs» etwa so absurd sei, wie eine Reise mit der Métro ohne Netzplan – zwar seine Métro-Fahrt durch das Leben Sombarts durchaus mit einem vielversprechenden Blick auf den Streckenplan begonnen. Leider hat er im Verlaufe der Fahrt und angesichts der zahlreichen Neben- und Hauptlinien und des grossen «Quellengepäckes» die Richtung etwas aus den Augen verloren.

Thomas Christian Müller (Zürich)

ARAM MATTIOLI
**ZWISCHEN DEMOKRATIE UND
TOTALITÄRER DIKTATUR**

GONZAGUE DE REYNOLD UND DIE
TRADITION DER AUTORITÄREN
RECHTEN IN DER SCHWEIZ

ORELL-FÜSSLI, ZÜRICH 1994, 436 S., FR. 68.–

Selten ist einer historischen Studie solche Beachtung zuteil geworden, wie zur Zeit der vom Basler Historiker Aram Mattioli verfassten Dissertation über Gonzague de Reynold. Aussergewöhnlich sind nicht allein Zahl und Umfang der bisher erschienenen Rezensionen, sondern auch das Spektrum der rezensierenden Blätter, das von der Neuen Zürcher Zeitung (26. 8. 94) bis zum Blick (13. 9. 94) reicht. Nicht zuletzt wegen ihres Aktualitätsbezuges wird diese Biographie über eine der umstrittensten Figuren der jüngeren Schweizer Geschichte einem breiten Publikum zur Lektüre anempfohlen. Mattioli versteht es, die von ihm bearbeitete Materialfülle in einem gehobenen Essaystil erzählend darzulegen. Der strikte chronologische Aufbau verbindet die klassische Form der Erzählung mit einem theoriegeleiteten Geschichtsverständnis. Einem mentalitätsgeschichtlichen Ansatz verpflichtet, geht der Autor von der generationenspezifischen Prägung und der gesellschaftlichen Bedingtheit der biographischen Erfahrung aus, um Gonzague de Reynold als Repräsentanten des Freiburger Patriziats, der römisch-katholischen Weltkirche und der autoritären Rechten zu erfassen. In Anlehnung an den Soziologen Theodor Geiger wird unter Mentalität eine lebensweltlich vermittelte geistige Disposition verstanden, die systematisiert und objektiviert zur Ideologie und damit zu einer intersubjektiv teilbaren Weltauslegung gerinnt. Die Weltauslegung Reynolds, deren lebensweltliche Wurzeln Mattioli in umsichtiger Darlegung seines Herkunftsmilieus, seiner Sozialisation

und seiner Bildungsstationen in den ersten Kapiteln rekonstruiert, erwies ihre ausserordentliche öffentliche Wirksamkeit zwischen 1910 und 1945. In drei Etappen, die jeweils zwölf Jahre abdecken, zeigt die Untersuchung die politisch-ideologische Tätigkeit Reynolds als Vordenker des neohelvetischen Nationalismus (1911 bis 1922), als einflussreicher Repräsentant des Rechtskatholizismus (1923–1935) und schliesslich als Protagonist der totalitären Neuordnung der Schweiz (1936 bis 1948) auf. Biographie und Zeitgeschichte stehen in einem nicht auflösbaren Verweisungszusammenhang, weshalb Hans Ulrich Jost Mattiolis Buch zu Recht zu den wichtigsten Arbeiten der letzten Jahre zur Geschichte der Schweiz zählt (WoZ 26. 8. 94).

Nach dem Vorbild der *Action française*, dem Sammelbecken der ultranationalistischen Rechten Frankreichs, gründete Gonzague de Reynold 1912 die betont antibürgerliche Bewegung *Pro Helvetica Dignitate et Securitate*, deren Protagonisten anfänglich grossen Einfluss auf die wenig später gegründete Neue Helvetische Gesellschaft ausübten. In den ersten Kriegswochen schlüpfte der konservative Rebell ganz in die Rolle eines Dieners an der Staatsräson und profilierte sich als feuriger Patriot. Mit instinktivem Sinn für die kriegspsychologischen Erfordernisse der Gegenwart rief Reynold unablässig zu nationaler Geschlossenheit auf. Seine Loyalität galt der schweizerischen Nation, nicht aber den demokratischen Institutionen. Von General Ulrich Wille zum Chef des Vortragsbüros des Generalstabs ernannt, verbreitete er während vier langen Kriegsjahren seinen gegen die Schweiz von 1848 gerichteten, von der Sehnsucht nach dem Ancien régime durchdrungenen neohelvetischen Nationalismus. Die Gunst der Stunde, die nach einem Professor verlangte, der die französische Literatur unter Berücksichti-

gung des nationalschweizerischen Standpunktes behandelt und einflussreiche Gönner trugen ihm 1916 ein Ordinariat an der Universität Bern ein. Die Berner Professur wies ihn als Repräsentant einer sozialen Spitzengruppe aus, verschaffte ihm breites Gehör. Seinen unaufhaltsamen Aufstieg zum wirkungsmächtigsten Ideologen des Antiliberalismus in der Schweiz krönte er 1929 mit der Publikation «*La démocratie et la Suisse*». Diese massive Attacke auf das politische Selbstbewusstsein der Schweiz, die namentlich den späteren ideologischen Köpfen des schweizerischen Frontismus entscheidende Orientierungshilfe leistete, löste einen Sturm der Entrüstung aus, der ihn schliesslich 1931 zum Rücktritt von seinem Ordinariat zwang. Er erhielt sogleich einen Ruf der Universität Freiburg, und sein Ansehen stieg trotz aller Kritik. Als inoffizieller Berater und Intimus der Bundesräte Jean Marie Musy, Philipp Etter und Giuseppe Motta beeinflusste der Meisterdenker der autoritären Rechten den innersten Machtkreis. In die Zwischenkriegszeit fällt seine Hinwendung zu den Kirchenvätern und den Klassikern der gegenrevolutionären Traditionslinie, die ihn vom «erklärten Nationalisten» (Robert de Traz) zum katholischen Internationalisten werden lässt. In royalistischer Grundhaltung erträumte er sich den mit unerschütterlicher Glaubensfestigkeit, katholischem Traditionsbewusstsein und sendungsbewusster Tatkraft ausgestatteten christlichen Diktator. Dieses Ideal sah er im klerikal-faschistischen Regime Salazars in Portugal verwirklicht. Lange Zeit überzeugt, dass der italienische Faschismus einer Rekatholisierung Europas den Weg bereite, diente er sich Mussolini an. In den insgesamt sechs ihm persönlich gewährten Audienzen versuchte er, den Duce vornehmlich von der Notwendigkeit einer Verbindung zwischen Katholizismus und Faschismus, einer Neuauflage



des Heiligen Römischen Reiches, zu überzeugen. Die Stunde der Neuordnung der Schweiz und ihre Anpassung an das «neue Europa» sah er im ersten Kriegsjahr 1939/40 gekommen. In der Absicht, die Ära des ihm verhassten Parlamentarismus endgültig zu beenden, sammelte er mit der Unterstützung Philipp Etters die autoritäre Rechte, organisierte ein Schattenkabinet, dem die Machtübernahme zugeordnet war. Mit der Konsolidierung der demokratischen Kräfte nach dem Schock des Sommers 1940 begann sein Rückzug aus der nationalen Politik.

Mattioli erfasst den verspäteten Aristokraten, der aus der Vergangenheit lebte und sich von der Tagesaktualität zugleich magisch angezogen fühlte. Seine Sympathien für Hitler und seine dem Mussolini-Regime dargebrachten Dienste werden als Grenzüberschreitungen gedeutet, die seinem politischen Grundmuster nicht entsprechen. Die mentalitätsgeschichtliche Perspektive ist jedoch wenig geeignet, die konservativen Topoi in ihrem dialektischen Verhältnis zur Moderne zu sehen. Möglicherweise verweisen gerade die «Grenzüberschreitungen» auf die Anschlussfähigkeit und damit die Modernität der Ideen Gonzague de Reynolds. Mattioli pointiert zudem seine glaubensbedingte und nationalistisch legitimierte Absage an eine Nachahmung des italienischen und deutschen Faschismus und seine Suche nach einem schweizerischen Weg der nationalen Erneuerung. Eine hinreichende Abgrenzung zum Faschismus begründet diese Haltung nicht. Auch der Austro-Faschismus hat seinen Siegeszug im Namen der Verteidigung nationaler Eigenart angetreten, und die Betonung des Nationalen hat die Faschismen insgesamt daran gehindert, eine der Kommunistischen Internationale vergleichbare Verbindung einzugehen. Mattioli's Sinn für die feinen Unterschiede bezeichnet indes zugleich eine Stärke seiner Studie,

die den vielfältigen Wurzeln des reaktionären Denkens nachgeht und damit auch den grossen Einfluss Reynolds im konservativen Lager verstehbar werden lässt: Aufklärung über die Bedingungen, unter denen die Grenzen zwischen Konservatismus und Rechtsextremismus in Fluss geraten, ist jedenfalls nicht von richtenden Erzeugeln der Geschichte, sondern von HistorikerInnen zu erwarten, die sich der erneut aktuellen Problematik mit der vorurteilslosen Unbefangenheit Mattioli's annehmen.

Markus Zürcher (Bern)

CHRISTOPH KELLER
DER SCHÄDELVERMESSER
OTTO SCHLAGINHAUFEN –
ANTHROPOLOGE UND RASSE-
HYGIENIKER. EINE BIOGRAPHISCHE
REPORTAGE

LIMMAT VERLAG, ZÜRICH 1995, 299 S., 6 ABB.,
FR. 38.–

Geschichte kann auf unterschiedliche Weisen geschrieben werden. Gerade die Erforschung der schweizerischen Zeitgeschichte verdankt der Gattung der historischen Reportagen einiges. Die engagierten Reportagen von Alfred A. Häsler, Niklaus Meienberg und Thomas Huonker haben nicht nur eine breite Öffentlichkeit für brisante Themen der Zeitgeschichte sensibilisiert, sondern auch als Aufforderung an die historische Zunft gewirkt. Nicht anders könnte es mit dem Buch des Basler Journalisten Christoph Keller gehen, das sich eines düsteren Kapitels der schweizerischen Wissenschaftsgeschichte annimmt und durchwegs Erstaunliches zu Tage fördert. Unter Historikern und Historikerinnen wurde zwar schon seit geraumer Zeit über die eugenischen Bestrebungen in der Schweiz des frühen 20. Jahrhunderts diskutiert. Bereits ■ 147

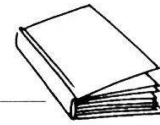
1991 war dem Thema eine Nummer der Zeitschrift «Les Annuelles» gewidmet; und 1993 erschien aus der Feder des deutschen Medizinhistorikers Matthias M. Weber eine hierzulande unbeachtete Biographie über den St. Galler Rassenhygieniker Ernst Rüdin (1874–1952), der als Leiter der Genealogisch-Demographischen Abteilung in München eine Spitzenstellung im «wissenschaftlichen» Komplex des «Dritten Reiches» einnahm. Doch es ist das Verdienst Christoph Kellers, die vergessene Geschichte der Eugenik und Rassenforschung in der Schweiz nun erstmals auf breiter dokumentarischer Grundlage aufgearbeitet zu haben.

Ausgehend von der Biographie des Zürcher Anthropologen Otto Schlaginhaufen (1879–1973) zeigt sein erschütterndes Buch eindrücklich, dass die sich seit der Jahrhundertwende überall in Europa bemerkbar machende rassenhygienische Bewegung auch an der Schweiz nicht spurlos vorüberging. Zusammen mit den USA übernahm das Land in der Sterilisation von Geisteskranken sogar eine Vorreiterrolle. 1905 sprachen sich die schweizerischen Irrenärzte unter dem Einfluss von Auguste Forel und Eugen Bleuler für die Wünschbarkeit der Sterilisierung von Geisteskranken aus. Mit dem im Zivilgesetzbuch von 1907 verankerten Heiratsverbot für Geisteskranken kam das Land schon früh in den Besitz einer eugenischen Bestimmung. 1929 führte der Kanton Waadt das erste Gesetz in Europa ein, das die «Sterilisation von geistig Abnormalen» regelte. Das Waadtländer Gesetz blieb hierzulande zwar ein Einzelfall, doch nicht deshalb, weil man von der Immoralität seiner Bestimmungen überzeugt war, sondern einzig darum, weil man den juristischen Handlungsbedarf nicht einsah. Allein in den psychiatrischen Kliniken der Kantone Waadt, St. Gallen, Basel-Stadt und Zürich wurden in der Zwischenkriegszeit Hun-

derte von Geisteskranken auf ärztliche Anordnung hin sterilisiert. Zur Zeit der Geistigen Landesverteidigung entwickelte sich die «Erbverantwortung» zu einem wichtigen Thema der «Volksaufklärung». An der Landesausstellung 1939 wurde in einem breit verteilten Merkblatt sogar ungeschminkt auf die Notwendigkeit der «Erbhygiene» aufmerksam gemacht.

Vor diesem gesellschaftsgeschichtlichen Hintergrund rekonstruiert Christoph Keller die wissenschaftliche Laufbahn Otto Schlaginhaufens, der zwischen 1911 und 1951 als Direktor des Anthropologischen Instituts an der Universität Zürich wirkte. Nach dem Studium bei Rudolf Martin in Zürich begab sich Otto Schlaginhaufen 1905 zur Vertiefung seiner anthropologischen Kenntnisse nach Berlin und Dresden, wo er zahlreiche führende deutsche Vertreter der rassenhygienischen Bewegung kennenlernte. Zwischen 1907 und 1909 nahm er an einer «Deutschen Marine-Expedition» nach Melanesien teil, deren Ziel es unter anderem war, auf dem Bismarck-Archipel anthropometrische Untersuchungen an der eingeborenen «Primitivrasse» vorzunehmen, um abzuklären, ob und wie die Melanesier mit der Urbevölkerung Afrikas verwandt seien. In Übersee nahm die Karriere dieses anthropometrisch besessenen Wissenschaftlers ihren Auftakt, der seine Lebensaufgabe in der exakten Bestimmung von Kopf-, Ohren-, Nasen- und Mundmassen fand. Wie viele Anthropologen seiner Generation ging auch er vom Primat der Vererbung, der rassenbedingten Ausprägung physischer Merkmale, der Überlegenheit der Weissen über die Farbigen, der Gefahr der «Rassenvermischung» und der Notwendigkeit eugenischer Massnahmen zur Wiederherstellung «edler Rassen» aus.

Obwohl bei ihm nur allzu häufig rassistische Vorurteile zu «wissenschaftlichen Aussagen» gerannen, hielt sein



Glaube an die Messbarkeit rassenbedingter Unterschiede auch nach Berufung auf den Zürcher Lehrstuhl für Anthropologie an. Als ehrgeiziger Institutsvorsteher initiierte er seit 1911 eine ganze Reihe von anthropometrisch ausgerichteten Forschungsprojekten. Das grösste unter ihnen war die 1927 in Angriff genommene Reihenuntersuchung an rund 35'000 Rekruten, denen durch eine Heerschar von Helfern je 14 «rassisch relevante» Körpermassnahmen abgenommen wurden. Aus der Masse dieser Daten gingen 1946 und 1959 die beiden Bände der «Anthropologica Helvetica» hervor, in denen Otto Schlaginhaufen auch nach dem Krieg am mächtig diskreditierten Rassenbegriff festhielt und den abstrusen Nachweis führte, dass nur noch 8,661 Prozent der Schweizer «reinrassig» wären. Der Zürcher Professor war aber nicht nur eine international angesehene Kapazität in seinem Fach, sondern auch ein erfolgreicher Wissenschaftsmanager. Mit der von ihm lange Zeit dominierten «Julius-Klaus-Stiftung» verfügte er über einen finanzkräftigen Fonds zur Förderung von Projekten, die nicht zuletzt auch der «praktischen Rassenhygiene» dienen sollten.

Eindrücklich wird der Grundwiderspruch im Leben Otto Schlaginhaufens beschrieben, der meinte, nur der Wissenschaft und nichts als der reinen Wissenschaft verpflichtet zu sein. Zwar hielt sich der Zürcher Professor von der Tagespolitik fern, trat nie einer Partei bei und liebäugelte auch nicht mit dem Frontismus. Doch seine Naivität hielt ihn nicht davon ab, auch nach 1933 den Kontakt mit deutschen Eugenikern zu pflegen und Beiträge in Festschriften für NS-Wissenschaftler zu publizieren. Überdies war er wie viele Schweizer Gelehrte seiner Generation nachhaltig von der deutschen Naturwissenschaft geprägt und in ein internationales Netz von Vereinigungen

und Fachzeitschriften eingebunden, die sich der «Vererbungsforschung» und der «Rassenhygiene» widmeten. Und natürlich verhinderte auch sein Selbstverständnis als apolitischer Anthropologe nicht, dass seine metrische Anthropologie von Anfang an politische Implikationen besass.

Christoph Keller nimmt sich in seiner Reportage Freiheiten, die er als streng wissenschaftlich verfahrenender Historiker nicht hätte. Sein Text setzt sich nicht nur aus seriös recherchierten Passagen, sondern auch aus fiktiven, aber atmosphärisch dichten Montagen zusammen. Am Buch stört nur, dass die Physis des Protagonisten zuweilen im unseligen Fachjargon der zeitgenössischen Anthropologie beschrieben wird und es eine indezente Schilderung über den bereits vom Tod gezeichneten Emeritus enthält. Obwohl nicht auszuschliessen ist, dass damit auf die Inhumanität der anthropologischen Kategorien aufmerksam gemacht werden soll, hinterlässt dies einen bitteren Nachgeschmack. Dieser Einwand ändert aber nichts an der Tatsache, dass diese biographische Reportage einen wichtigen Beitrag zur historischen Aufklärung darstellt, die trotz der ethischen Brisanz des Themas insgesamt durch eine sachliche, ja fast unterkühlte Argumentation besticht.

Aram Mattioli (Basel)

NELLY VALSANGIACOMO
DOMENICO VISANI (1894–1969)
SINDACALISTA SOCIALISTA
DEMOCRATICO

FONDAZIONE PELLEGRINI-CANEVASCINI, LUGANO
1994, 223 P., FS 24.–

La biographie d'un syndicaliste est une espèce rare dans l'historiographie tessinoise, qui, à l'instar de la recherche helvétique, a longtemps privilégié l'étude

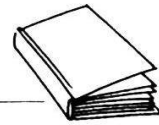
des «élites» dirigeantes, notamment des leaders politiques et religieux, et ceci dans le but de conforter une certaine image de la gauche ou de la droite. De plus, sur un terrain où le combat politique s'est constamment cristallisé autour de quelques personnalités, le genre biographique a surtout servi à créer des modèles, des figures presque mythiques, proposés au fil des générations et alimentant certains cultes au détriment d'analyses historiques touchant les contextes socio-économique, culturel et idéologique.

Grâce à des archives rassemblées par la Fondation Pellegrini-Canevascini, principal mécène de l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme de la Suisse italienne, Nelly Valsangiacomo a pu avoir accès à des documents appartenant aux différentes organisations syndicales, qu'elle a utilisés dans le cadre d'un travail de licence présenté à l'Université de Fribourg sous la direction du Prof. Roland Ruffieux.

L'analyse du parcours militant de Domenico Visani posait d'emblée le dilemme entre une approche individuelle, privilégiant l'acteur, et une approche collective, axée sur le mouvement syndical. La première comportait le risque de tomber dans les vices d'une certaine historiographie tessinoise évoquée ci-dessus; la seconde celui de «dissoudre», de négliger l'individu au profit d'un mouvement de forces collectives. Jonglant entre ces deux approches, l'auteur nous propose une biographie de Domenico Visani, qui est en même temps une radioscopie du syndicalisme tessinois de ce siècle. De plus, par rapport aux études qui existent déjà sur le mouvement ouvrier, le travail de l'auteur a ceci d'intéressant que le syndicalisme tessinois y est abordé à travers le regard, mais aussi l'histoire – en particulier la formation idéologique – de l'un de ses principaux acteurs.

long de l'ouvrage. C'est en effet à la fin de la Première Guerre mondiale, période cruciale pour l'histoire du syndicalisme tessinois, avec la création en 1917 de la FOMO (Fédération des ouvriers horlogers et de la métallurgie) à Bodio, qui est suivie au début de 1918 d'un mouvement de grèves, que l'engagement de Visani devient important: il est nommé secrétaire de la FOMO en 1918, et est à ce titre l'un des organisateurs des grèves la même année, puis devient membre de la Chambre de Travail dès 1922. Dans le même temps, il va être de plus en plus confronté aux pressions des autorités tessinoises qui vont tout faire pour annihiler ses efforts et l'éloigner du canton: en 1919, le gouvernement décrète son expulsion, qui sera suspendue peu après; en 1923, il est arrêté pendant une manifestation antifasciste; à partir de 1930, il est recherché par le gouvernement italien qui le soupçonne d'être un anarchiste. Fils d'immigrés italiens, Visani incarne en effet cette génération d'autodidactes sensibles aux problèmes sociaux, qui fut active durant l'entre-deux-guerres dans les milieux de l'antifascisme tessinois. Un engagement qui dérangera les hautes sphères helvétiques, qui s'opposèrent à sa naturalisation jusqu'en 1946, malgré ses constantes requêtes depuis 1931.

La nouvelle organisation syndicale, l'OCST (Organisation chrétienne-sociale tessinoise), fondée en 1919, est perçue par les autres syndicats comme une concurrente, du fait d'une solide implantation dans les milieux conservateurs-catholiques tessinois. Sa présence a néanmoins contribué à nourrir et à enrichir les débats entre une gauche syndicale et le syndicat chrétien, obligeant les deux formations à une collaboration qui, si elle n'a pas été exempte de tensions, n'en a pas moins permis aux deux formations d'unir en certaines occasions leurs forces afin de défendre les intérêts de la classe ouvrière.



A cet égard, Visani fut toujours partisan d'un combat syndical qui se situe au-dessus des considérations politiques et des intérêts religieux.

Son élection au Grand conseil tessinois en 1947 l'amène à s'intéresser plus activement à des domaines comme le logement, l'éducation, la famille et la santé. Sans l'éloigner des perspectives syndicales, qu'il continue de défendre en qualité de membre du comité de l'USS, cet engagement sur le terrain politique inaugure une nouvelle étape de la vie de Domenico Visani qui sera moins satisfaisante pour lui: confronté aux dures polémiques secouant le parti socialiste tessinois, il s'efforce de maintenir une certaine unité dans l'intérêt de la classe ouvrière. Toutefois, d'autres considérations, d'ordre idéologique et liées à des conflits de génération, prévalent et aboutissent à la scission du parti en 1966. Resté fidèle à l'aile historique de sa formation, Domenico Visani se désengage progressivement de la vie politique, et ce jusqu'à sa mort survenue en 1969.

Michela Trisconi (Fribourg)

**RUEDI BRASSEL UND
MARTIN LEUENBERGER
WILLI KOBE
PAZIFIST, SOZIALIST UND PFARRER.
EINE LEBENSGESCHICHTE DER FRIEDENSBEWEGUNG**

EXODUS, LUZERN 1994, 224 S., FR. 32.50

Ein bekannter Exponent der Schweizer Geschichte war der 1899 geborene Pfarrer Willi Kobe nie. In der Friedensbewegung und im religiösen Sozialismus hingegen spielte er eine wichtige Rolle. Neben vielem anderem war er Präsident des «Kirchlichen Friedensbundes», der «Zentralstelle für Friedensarbeit (ZF)», der «Schweizerischen Bewegung gegen die atomare

Aufrüstung (SBgaA)», des Schweizer Zweigs des «Internationalen Versöhnungsbundes (IFOR)» und der «Religiös-sozialen Vereinigung». Er war Herausgeber des Pressedienstes der ZF, des «Atombulletins» der SBgaA; er schrieb unzählige Artikel in «Neue Wege», «Aufbau», «Nie wieder Krieg» und in anderen Zeitschriften. Er war Aktivist bei verschiedenen friedenspolitischen Initiativen und Organisator des Ostermarsches.

Dieses Engagement sowie seine unkonventionelle, mehr an den sozialen Bedürfnissen als am Seelsorgerischen orientierte Tätigkeit als Pfarrer (am längsten in Oerlikon von 1932 bis zu seiner Pensionierung im Jahre 1964) liess ihn bei vielen Stellen als staatsgefährdend erscheinen: «Fanatischer Pazifist und unbelehrbarer Antimilitarist, politisch eine fertige Null» lautete seine Qualifikation in der Staatsschutzfiche.

Über «diesen sperrigen Zeitgenossen» haben nun zwei Historiker, Ruedi Brassel und Martin Leuenberger, eine reichhaltige Biographie verfasst. Die Einleitung orientiert über Entstehungsgeschichte und Konzept: Ausgangspunkt bildete eine Anfrage Kobes, ob ihm die beiden bei der Veröffentlichung seiner 1974 fertiggestellten Autobiographie helfen könnten. Gespräche mit Kobe und eine erste Durchsicht seines Nachlasses legten nahe, das Manuskript stark zu bearbeiten. Eine Montage sollte entstehen: Teile der Selbstdarstellung, Informationen aus Interviews, Ergänzungen aus Archivrecherchen, eine Einbettung in den geschichtlichen Zusammenhang. Dass Kobe beim Abfassen der Biographie noch befragt werden konnte, liess die Autoren interessante Fragen stellen, die ansonsten in Biographien nicht auftreten: «War es möglich, durch Rückfragen die auffallende Gespaltenheit zwischen dem Bericht über die Arbeit in der Öffentlichkeit und dem Privatleben, die die Autobiographie

durchzog, zu thematisieren? Konnten wir Aufschluss darüber erhalten, wie sich Erinnerungen und Erzählungen organisieren, strukturieren und fixieren?»

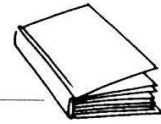
Das nun als Buch vorliegende Resultat ist am ursprünglichen Anspruch zu messen. Zweifellos stellt die Biographie eine umfassende und wohl auch in den Einzelheiten zutreffende Darstellung von Kobes Leben dar. Die Autoren haben ein ausgewogenes Verhältnis zwischen den verschiedenen Elementen der Montage gefunden. Mit viel Sachkenntnis stellen sie eine Verbindung zwischen diesem individuellen Lebensweg und den historischen Gegebenheiten seiner Zeit her, so dass das Buch nicht nur Kobes Biographie, sondern auch die Schweizer Friedensbewegung nachzeichnet.

Kritik allerdings ist auf verschiedenen Ebenen zu üben: Vor allem im ersten Teil (fünf Kapitel, die Kobes Werdegang als Pfarrer beschreiben) wird kaum eine Bewertung von wichtigen und unwichtigen biographischen Tatsachen vorgenommen. Dass Kobe noch mit 90 Jahren mit der in seiner Lehre erworbenen «Fertigkeit beim Schnüren von Paketen» «verblüfft», trägt nicht viel zu einer historisch korrekten Einschätzung der schweizerischen Friedensbewegung bei. Solche Details sind Ausdruck einer Tendenz, die sich durch die ganze Biographie hindurchzieht: ein Mangel an Distanz zwischen den Biographen und der dargestellten Person (darin zeigt sich ein Nachteil einer «Biographie zu Lebzeiten»). Für diese Distanzlosigkeit, die zuweilen an Ehrfurcht gemahnt, steht auch eine mitunter zu vorsichtig formulierte Sprache: In seinen Erinnerungen gibt Kobe z. B. an, er habe schon während seines Studiums für die Zeitschrift der «Nie-wieder-Krieg-Bewegung» geschrieben. Die Autoren kommentieren: «Das kann aber nicht ganz stimmen, weil sich in der Zeitschrift «Nie-wieder-Krieg» erst später [...] Artikel von

ihm finden» – «nicht ganz» stimmt wohl nicht ganz!

Dass unter diesen Voraussetzungen die Frage, «wie sich Erinnerungen und Erzählungen organisieren, strukturieren und fixieren», offen bleibt, kann nicht erstaunen. Zur Beantwortung dieser Frage wäre überdies ein Rückgriff auf psychologische bzw. psychoanalytische Instrumente (z. B. Vergessens- und Verdrängungsprozesse) notwendig. Das gleiche gilt für den Anspruch, die «Gespaltenheit zwischen dem Bericht über die Arbeit in der Öffentlichkeit und dem Privatleben» zu erhellen. Das Kapitel über Kobes Familie bleibt im Deskriptiven stecken, dabei gäben die Elemente seiner Biographie (Kindheit in bescheidenen Arbeiterverhältnissen, die zum Kleinbürgertum tendieren, geringe soziale Kontakte in den frühen Jahren, eine deutlich blockierte Emotionalität, eine von den Freunden als Konsequenz, von den Gegnern als Sturheit apostrophierte Grundhaltung, Verständnislosigkeit gegenüber jeglichem sozio-kulturellen Wandel usw.) viel Material für eine psychologische bzw. sozialpsychologische Analyse her. Nicht einmal die augenfällige Parallelität in Kobes Verhältnis zu seinen Söhnen, die übrigens alle die Offizierslaufbahn einschlugen, und zu den Vertretern der 68er-Bewegung wird thematisiert.

Trotz des vielversprechenden Konzepts krankt Brassels und Leuenbergers Kobe-Biographie wie viele Biographien an einem Übermass des Faktischen. Nur selten fallen den Verfassern Ungereimtheiten auf. Wenn dies der Fall ist, werden sie mit bloss konstatierenden Redewendungen wie «in merkwürdigem Gegensatz zu dieser Selbstsicht scheint (?) es zu stehen, dass [...]» abgetan. Noch ein letztes Beispiel: Im Vorfeld einer Urabstimmung zur Atombewaffnung unter den reformierten Pfarrern schätzt Kobe, lediglich ein Drittel befürworte eine schweize-



rische Atomrüstung. Die Urabstimmung ergab dann aber eine deutliche Mehrheit. Die Frage nach Kobes Realitätsbezug, wohl auch nach derjenigen der Friedensbewegung insgesamt, wäre hier angebracht gewesen!

Heinz Hug (Zürich)

PETER SAGER
LEBEN IM ZWANZIGSTEN JAHR-
HUNDERT
TATSACHEN UND MEINUNGEN

PAUL HAUPT, BERN 1994, 345 S., FR. 38.–

Peter Sager, dem Gründer des Schweizerischen Ost-Instituts (SOI), wurde die Gunst der richtigen Geburt zuteil. Als der prominente Kalte Krieger 1990 das AHV-Alter erreichte, hatte der Ostblock, dem er seinen Lebensinhalt verdankte, gerade aufgehört zu existieren. Das 1959 gegründete SOI überlebte seinen Forschungsgegenstand nur um wenige Jahre; Ende 1994 stellte das Institut seine Tätigkeit ein.

Sager hatte sich schon 1990 ins irische Exil abgesetzt. Dort hat er seine Lebenserinnerungen so ausholend niedergeschrieben, dass sie zwei Bände füllen werden. Der erste, die Jahre bis 1968 abdeckend, liegt inzwischen vor. Trotz des anspruchsvollen Titels «Leben im zwanzigsten Jahrhundert» und eingestreuten allgemeinen Betrachtungen ist Sagers Rückblick in erster Linie eine Rechtfertigungsschrift des eigenen politischen Lebensweges, erst recht im ausführlichen Dokumententeil. Sager rechnet noch einmal ab mit Kritikern seines kämpferischen Antikommunismus, etwa mit dem (damals linken) Journalisten Ahmed Huber, einem Zofingia-Farbenbruder. Sagers Erinnerungen liefern durchaus Aperçus zu Personen der helvetischen Zeitgeschichte, denen er begegnete. Neue,

aus der altersmässigen wie geographischen Distanz gewonnene Sichtweisen bleiben indessen aus.

Mehr als der erste wird mich der «Nach-Achtundsechziger»-Band interessieren. Weil Sager in den letzten Jahren seines politischen Engagements zwischen die Fronten geriet, sich nicht mehr in einem Koordinatennetz bewegte, in dem eh alles klar ist. Der SVP-Nationalrat legte sich als Befürworter eines UNO-Beitritts und einer Öffnung zu Europa quer zum Gros der «Unheimlichen Patrioten», das sich in der isolationalistischen Ecke sammelte. Auf die Reflexion dieser Erfahrung darf man gespannt sein.

Jürg Frischknecht (Zürich)

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN / COMPTES RENDUS GÉNÉRAUX

GUIDO CASTELNUOVO SEIGNEURS ET LIGNAGES DANS LE PAYS DE VAUD DU ROYAUME DE BOURGOGNE À L'ARRIVÉE DES SAVOIE

FONDATION HUMBERT II ET MARIE JOSÉ DE SAVOIE,
CAHIERS LAUSANNOIS D'HISTOIRE MÉDIÉVALE, 11,
LAUSANNE 1994, 236 P., FS 25.–

Die bereits 1990 auf italienisch erschienene Dissertation schildert Entstehung und Wandel der weltlichen politischen Führungsgruppen im Waadtland vom Ende der burgundischen Königsmacht Mitte des 11. bis zum Aufstieg der savoyischen Landesherrschaft Mitte des 13. Jahrhunderts. In diesen 200 Jahren bildet sich in der geographisch im Süden durch den Genfersee, im Westen durch den Jura, im Norden durch Neuenburger- und Murtensee und im Osten durch die Saane begrenzten Region eine eigentliche Adelslandschaft heraus.

Zu Beginn des 11. Jahrhunderts wird das Gebiet durch den burgundischen König und eine Reihe religiöser Institutionen kontrolliert (Bistümer von Lausanne und Sitten, Priorate von Romainmôtier und Payerne, Abtei Saint-Maurice), eine lokale weltliche Aristokratie scheint nicht vorhanden zu sein. Im 12. Jahrhundert werden allmählich adlige Verwandtschaftsgruppen als Herrschaftsträger fassbar. Diese Gruppen (Castelnuovo nennt sie auch für die Frühzeit «familles» oder «lignages», eine Terminologie, die wohl vermehrt in Frage gestellt werden muss) benützen verschiedene Aufstiegswege, mit unterschiedlichem Erfolg. Die

154 ■ Grandson im Norden der Region besitzen

schon im 12. Jahrhundert eine Reihe von Burgen und verfügen über eine kompakte und strategisch wichtige Einflusszone. Um 1126 gründen sie die Prämonstratenserabtei Lac de Joux. Eine eigentliche Expansionspolitik der Grandson Richtung Westen ist durch die häufigen Konflikte mit dem Kloster Romainmôtier bezeugt. Am Ende des 13. Jahrhunderts schliesslich sind die Grandson die stärksten Verbündeten der Savoyer. Die Machtentwicklung der Cossonay-Prangins scheint mit Beziehungen der Familie zum Erzbischof von Besançon und anderen, auch weit entfernten kirchlichen Herrschaftsträgern in Verbindung zu stehen. Auch diese Gruppe verfügt gegen Ende des 12. Jahrhunderts über eine Reihe von Burgen. Im Gegensatz zu den Grandson setzt sie im 13. Jahrhundert auf die Grafen von Genf und beteiligt sich an deren gegen Savoyen gerichteten Politik. Neben diesen grössten regionalen Adligen lassen sich Familien wie die Mont und Aubonne ausmachen, die jeweils ein kleines, um eine befestigte Basis gelegenes Gebiet beherrschen, oder die Vuflens und Goumoëns, deren Burgen innerhalb des von den Bischöfen von Lausanne dominierten Gebiets liegen. Die Grafen von Neuenburg und Greyerz, um abschliessend zwei Beispiele von sehr einflussreichen Adligen am Rand der untersuchten Region zu nennen, können am Ende des 12. Jahrhunderts ihr Herrschaftsgebiet massiv erweitern, nicht zuletzt dank der Übernahme von Rechten und Gütern aus der Erbmasse der Glâne.

Der Aufstieg des regionalen Adels scheint im 12. Jahrhundert vor allem mit dem Wirken von Klöstern in Verbindung zu stehen, sei es, dass einzelne Personen klösterliche Lehensträger waren, sei es, dass die Adelsgruppen mit Klostergründungen ihr Prestige und ihren Einfluss zu vermehren suchten. Die Quellen sind allerdings sehr spärlich und stammen



praktisch ausschliesslich aus eben diesen Klöstern; verallgemeinernde Aussagen fallen daher schwer. Der Autor drückt sich zunächst sehr vorsichtig aus, um dann allerdings doch zu konstatieren: «Les véritables pôles d'agrégation seigneuriale repérés grâce aux sources du XIIe siècle sont les monastères.» Im 13. Jahrhundert übernehmen einzelne weltliche Herrschaftsträger die Rolle als Lehensgeber, eine Hierarchie innerhalb des weltlichen Adels bildet sich heraus. Ein Zentrum existiert dabei nicht; die Grandson beispielsweise wenden sich Richtung Burgund, die im Westen der Region wirkenden Adligen orientieren sich eher an den Grafen von Genf, die Blonay eher an den Savoyern oder den Bischöfen von Sitten.

Auch wenn der Autor feststellt, dass wenige Quellen politische Verbindungen zwischen den einzelnen Zonen seiner Untersuchungsregion belegen, kann er anschliessend doch ein Heiratsverhalten feststellen, das typisch für eine sich etablierende Führungsgruppe ist: Die höher gestellten Adligen festigen durch die Verheiratung ihrer Töchter mit niederen Adligen die Beziehungen zu bestimmten Familien aus ihrer Klientel. Allerdings: Wenn auch die untersuchten Quellen ausschliesslich (!) ungleiche Heiraten belegen, zieht die «Heirat nach oben» der Söhne aus niedrigerem Adel keinen sofortigen Aufstieg nach sich. Der Autor konstatiert sogar, dass diese Heiraten die bestehende Hierarchie verstärken, auch wenn sie der unterlegenen Familie durchaus grösseres Prestige bringen können – er bringt allerdings kaum Belege für diese Aussage bei. Bei den Adelsgeschlechtern (*lignages*) stellt der Autor vor allem mit dem Hinweis auf den Gebrauch der *cognomina* die Entwicklung eines kohärenten patrilinearen Aufbaus fest, während der Einfluss der kognatischen Verwandtschaft am Ende des 11. und in der

ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts zurückgedrängt wird. Als Verstärker des familiären Bewusstseins nennt der Autor die relativ häufig geltend gemachte *laudatio parentum* und die Jahrzeitstiftungen. Die *laudationes* werden im Lauf des 14. Jahrhunderts seltener – eine Entwicklung, die Castelnovo nicht etwa mit veränderten Rechtsformen in Zusammenhang bringt, sondern generell als Zeichen einer «disso- lution de la solidarité parentale» deutet! Durch die einsetzende Gewohnheit der Aufteilung der Herrschaft unter die Söhne entstehen zudem verschiedene Familienzweige mit jeweils eigenem Sitz, deren Hierarchie durch Lehensbeziehungen gefestigt wird.

Die Analyse der in den Quellen verwendeten Terminologie lässt anschliessend erkennen, dass sich in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts im unteren Bereich der Elite eine *militia* ausbildet, die im allgemeinen von den *domini* abhängig ist. Zu Beginn des 13. Jahrhunderts gleichen sich die beiden Gruppen wieder an. Von den Parametern Geburt, *miles*-Titel, grundherrliche Rechte und Dienstfunktionen wird damit der erstere zum entscheidenden Faktor des adligen Status. Unter der Herrschaft Savoyens schliesslich verändert sich diese Adelslandschaft schnell und grundlegend; zum alten Allodialadel gesellt sich wie andernorts ein Dienstadel heterogener Herkunft.

Castelnovos Dissertation bietet einen nützlichen Überblick über eine bisher wenig bekannte Adelslandschaft. Für die Schweizergeschichte aufschlussreich sind neben dem wichtigen Beitrag zur Adelsforschung die knappen historiographischen und ideologiegeschichtlichen Ausführungen des Autors. Im 19. und in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts werden die Savoyer als Träger von Kultur, Freiheit und Unabhängigkeit angesichts des Imperialismus der «germanischen» Berner «entdeckt» – und dies genau zu dem

Zeitpunkt, in der die deutschsprachige Schweiz den «deutschen» (Habsburger) Adel als alten Erzfeind feiert! Castelnovos Dissertation kann damit vielleicht auch zum Verständnis ganz aktueller politischer Argumentationsmuster beitragen.

Regula Schmid (Küsnacht)

**JANINE FAYARD DUCHENE
LES ORIGINES DE LA POPULATION DE SION A LA FIN DU XVIIIÈME SIECLE: BOURGEOIS, HABITANTS PERPETUELS ET TOLERES**

ARCHIVES CANTONALES DU VALAIS, SION 1994, 528 P., FS 75.-

Chef-lieu du dizain du même nom, Sion est le lieu de résidence de l'évêque du Valais et accueille ordinairement les deux Diètes annuelles du pays: la présence d'ecclésiastiques assez nombreux et celle, périodique, des délégués des dizains et de leur personnel, donnent à la ville un certain prestige et un appétit de biens de consommation important pour l'artisanat et le commerce locaux. Ville campagnarde cependant, bien loin encore à la fin du XVIII^e siècle de toute industrialisation, Sion compte environ 2000 âmes, ce qui la place fort loin des autres villes valaisannes. C'est une étude minutieuse et de facture classique de la composition de cette population entre 1787 et 1797 que nous propose J. Fayard Duchêne sous ce titre peu engageant. Les registres paroissiaux étant trop lacunaires, ce sont les visites des maisons faites par la bourgeoisie au moins une fois par année qui constituent la source de référence (publiée en annexe) de l'auteur et qui, combinées à une utilisation intensive des archives bourgeoises, lui ont permis d'identifier pendant la période choisie 70% environ de la population résidente. L'analyse

porte dans un premier temps sur la répartition de la population dans les catégories juridiques (bourgeois, habitants et tolérés) alors en vigueur, puis, dans un second, restitue l'origine géographique des Sédunois, ainsi que la structure professionnelle des groupes constitués à partir des aires spatiales répertoriées. Catégorie privilégiée de la fortune, les bourgeois représentent à peine 15% de la population et sont actifs dans les professions libérales (médecins, notaires), militaires (service étranger) et les fonctions urbaines. Le recrutement, sporadique à cette époque, de la bourgeoisie concerne majoritairement le Valais, Bas-Valais y compris. Privés de droits politiques mais jouissant de certains privilèges économiques et d'un statut désormais héréditaire, les habitants forment un peu plus du quart (26.2%) de la population. Reste la catégorie des tolérés, toujours menacés d'expulsion et parvenant de plus en plus difficilement à un statut plus favorable, qui compte 53.4% des Sédunois. Ce sont les habitants et les tolérés qui fournissent à la ville les artisans, les ouvriers et les domestiques. Les principales aires de provenance de la population sédunoise sont le Valais, la Savoie, la Confédération suisse et l'Empire, dans une moindre mesure l'Italie voisine et la France. Intéressante est la recherche autour des spécificités professionnelles de ces régions d'émigration. Les Valaisans, issus du Haut-Valais et du Centre pour plus de 90% des cas identifiés, sont plus nombreux dans la catégorie des tolérés que dans celle des habitants; les premiers sont domestiques ou manœuvres dans la moitié des cas et leur établissement à Sion a de bonnes chances d'être temporaire, les seconds sont le plus souvent artisans. Les émigrants savoyards, tolérés dans 73% des cas, fournissent majoritairement des ouvriers et des manœuvres, mais les plus entreprenants parmi eux occupent des



places de premier plan dans le commerce et le crédit. Plus qualifiés sont les émigrants venus de la Confédération et de l'Empire présents surtout dans les secteurs de la construction et de l'alimentation. Italiens et Français (Jura et Franche-Comté) complètent le tableau, mais leur nombre est trop peu important pour qu'on puisse souligner autre chose qu'une prédilection pour la maçonnerie de la part des voisins de l'Ossola.

L'analyse est riche d'informations mais l'ensemble, du fait de la structure adoptée, est très statique: l'effet rigidifiant des catégories juridiques et professionnelles joue à plein et les différents groupes ainsi reconstitués coexistent mais n'agissent pas ensemble, les destins individuels, pour intéressants qu'ils soient, ne remplissent pas ce vide. A cette morphologie géographique patiemment reconstruite, on souhaiterait donc ajouter la morphologie sociale de la cité, que certains éléments fournis par l'auteur, par exemple sur l'endettement des différents groupes, laissent imaginer complexe et enchevêtrée. Que plus de la moitié de la population soit sans droit et réduite à des conditions d'existence précaire n'est pas une spécificité sédunoise, mais c'est assurément une source de tensions entre les classes sociales, dont on aurait aimé voir les étapes et les solutions. Autre source possible de tensions, le fait que 65% de la population mâle identifiée entre 1787 et 1797 ne soit pas née à Sion. Ce pourcentage laisse perplexe: comment, d'une part, l'interpréter quand manquent les points de comparaison, la balance migratoire annuelle ainsi que l'étude de la mobilité générationnelle (pour autant il est vrai qu'elle soit possible), et que, d'autre part, il y a tout lieu de lui donner une valeur conjoncturelle, relative à l'incendie de la ville en 1788 qui a temporairement stimulé l'afflux d'émigrants à la recherche d'un travail? Quelles consé-

quences peut avoir cette forte proportion d'étrangers sur la cohésion sociale de la population sédunoise? Ainsi, malgré l'intérêt certain qu'on prend à sa lecture, l'ouvrage de J. Fayard Duchêne laisse encore quelques questions sans réponse, mais il a l'immense mérite d'attirer l'attention des historiens sur l'histoire moderne du Valais, un peu trop délaissée malheureusement.

Marianne Stubenvoll (Lausanne)

MARIE-JEANNE LIENGME
LE SENS DE LA MESURE
L'EMERGENCE D'UN DISCOURS
HISTORIQUE CENTRE SUR
L'INDUSTRIE HORLOGERE
NEUCHATELOISE (FIN DU
XIXE SIECLE)

CAHIERS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE, 2, UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL 1994, 130 P., FS 25.-

Si, en notre fin de siècle, la critique des mythes fondateurs de la Suisse fait recette et que, portés par une tendance générale à vouloir saper les fondements identitaires d'une société, certains historiens s'évertuent à démythifier les choses du passé, c'est la démarche exactement inverse qui sous-tendait, voici un siècle, la construction du discours attaché à l'horlogerie des Montagnes neuchâteloises. Analysant avec une minutie quasi horlogère les «mécanismes et les ressorts» de ce discours dans un mémoire de licence remarquable, M.-J. Liengme nous fait pénétrer dans l'antre même où se forge l'histoire. Elle l'explore avec fascination – et nous avec elle.

Chaque historien sait à quel point l'actualité du présent influe sur la façon de penser et d'écrire l'histoire, à quel point celle-ci ajuste son discours aux préoccupations du temps présent et façonne ainsi le passé. Remontant le cours des

temporalités successives de l'histoire, l'auteur s'installe dans le présent, révolu pour nous, des historiens neuchâtelois de la seconde moitié du 19^e siècle et recherche comment l'actualité socio-économique et l'*esprit public* d'alors avaient informé leurs représentations et orienté leur récit. Un récit où l'on peine à trouver des faits objectifs, car il les travestit et les charge de sens dans cette société en mutation, que remet profondément en question la marche de l'industrialisation (la métamorphose d'un art et d'un artisanat en une industrie) et au sein de laquelle le traumatisme de l'Exposition de Philadelphie en 1876 (le défi technologique américain) a provoqué une véritable crise d'identité. C'est donc moins la quête d'objectivité qu'une quête d'identité qui anime une poignée d'historiens dilettantes et passionnés, soucieux de mettre l'histoire au service des intérêts de l'horlogerie et de la patrie, d'exorciser le monstre américain et de redorer le blason neuchâtelois. Pour apaiser les doutes nés au cœur de l'horloger et œuvrer au renforcement d'une identité collective, l'arme principale de leur combat sera dans la création de mythes, tout à la fois rassurants et édificateurs.

Trois questions simples constituent le fil d'Ariane de cette pénétrante investigation d'un modèle de «mythe-histoire». Qui étaient ces faiseurs d'histoire? A qui s'adressaient-ils? Quel était l'objet du discours concocté?

M.-J. Liengme ne s'embarrasse pas trop de détails biographiques, pour souligner seulement le poids social et l'autorité morale de ces «pionniers» de l'histoire horlogère neuchâteloise: enseignants, ils étaient portés à la vulgarisation des leçons d'histoire; pasteurs, ils s'attachaient à dégager la morale de l'histoire; horlogers de «race», ils étaient impliqués, affectivement, dans cette histoire. Tous, ils occupaient une place importante dans la vie

158 ■ publique du canton, partageaient un même

amour de la patrie et un même désir de glorification du passé horloger – leur passé. Consensuel, «militant et narcissique»: tel était donc le discours écloso au sein de cette *fabrique collective* d'histoire.

C'était par ailleurs un «discours adressé», dans le but de «moraliser, d'éduquer et de responsabiliser», une histoire «destinée», tout à la fois aux horlogers qui s'interrogeaient sur l'avenir de leur métier, aux yeux desquels il fallait légitimer l'exemplarité du passé, et aux Neuchâtelois: en un temps de déchirements et d'affrontements politiques douloureux, on attendait de l'enseignement, à travers l'histoire, des valeurs morales traditionnellement liées à l'horlogerie – patriarcales, familiales, voire bibliques – qu'il contribue au resserrement des liens sociaux et à l'affermissement de l'identité nationale. Quant aux voies de transmission d'un discours historique volontairement familier et populaire, leur multiplicité lui permettait de jouer un véritable rôle social. L'écrit (de la prose aux vers, où JeanRichard rime forcément avec montagnard et histoire avec gloire), la parole (des veillées autour du poêle aux causeries publiques), la plastique historique (des planches du *Musée Neuchâtelois* aux médailles et aux monuments, et jusqu'au cortège historique): tous les moyens furent mis en œuvre pour faire passer le message didactique, moral, civique et patriotique.

Enfin que renferme cette histoire? De qui, de quoi l'est-elle? C'est essentiellement une histoire incarnée, celle des héros de l'horlogerie et de leurs prouesses techniques: portraits et narrations inlassablement cultivés, repris, jamais fondamentalement retouchés – ce qui favorise la naissance de mythes.

Même si certaines composantes du discours historique neuchâtelois sont moins spécifiquement neuchâteloises que ne le laisse entendre l'analyse (l'idéologie



patriotique, la corde moralisatrice, l'héroïsme des ancêtres, le discours sur la famille, très actif en Suisse et ailleurs), il faut reconnaître que la passion qui traverse cette histoire est un phénomène singulier – rien de semblable dans l'historiographie d'autres industries helvétiques – un véritable phénomène de culture, où le passé reconstruit, manipulé, enfoui dans sa mythologie, fonde l'identité de l'horlogerie des Montagnes comme l'identité nationale neuchâtelaise. Voilà une excellente leçon d'histoire et d'épistémologie pour historiens chevronnés, toute de fraîcheur, de finesse et de rigueur.

Béatrice Veyrassat (Genève)

**ANNAMARIE RYTER
ALS WEIBSBILD BEVOGTET
ZUM ALLTAG VON FRAUEN IM
19. JAHRHUNDERT. GESCHLECHTS-
VORMUNDSCHAFT UND EHE-
BESCHRÄNKUNGEN IM KANTON
BASEL-LANDSCHAFT**

VERLAG DES KANTONS BASEL-LANDSCHAFT, LIESTAL
1994, 388 S., FR. 33.–

Die Historikerin Annamarie Ryter leitet ihre Untersuchung mit einigen Zeilen aus dem Rekurs einer Therwilerin an den Regierungsrat von Basel-Land gegen die Verfügung der Gemeindebehörden ein: «Ich bin nicht fallit, nicht liederlich, nicht schlecht – ich bin einfach nur als Weibsbild bevogtet, aber damit werde ich doch nicht Sklavin sein?» Rund 300 solcher Rekursakte zu Heiratsbeschwerden und Bevormundungen von Frauen bilden das Kernstück der Studie. Sie erlauben der Historikerin den Zugang zu einer Realität, die sonst kaum zu erfassen ist und in den herkömmlichen Kantonsgeschichten nur allzu oft gänzlich ausgeblendet bleibt.

Der erste Teil der Arbeit behandelt die Rechtsgeschichte, im zweiten kom-

men die Frauen als Betroffene zu Wort, und den dritten bildet ein kurzer Ausblick ins 20. Jahrhundert. Mit der bis 1879 gültigen Geschlechtsvormundschaft ging es den Gemeinden und den Männern vor allem um die Aufrechterhaltung der Kontrolle über das Vermögen der Frauen. Das besondere Augenmerk galt den Liegenschaften von Frauen, die nicht in der Heimatgemeinde ansässig waren. Für den Erlass eines Heiratsverbotes war die mögliche zukünftige Belastung der Armenkasse das entscheidende Kriterium. Die Urteile der Regierung als Rekursinstanz waren denn oft liberaler als die Entscheidung der Gemeindebehörden. Da Frauen durch Heirat das Bürgerrecht des Mannes erhielten, kam es aber auch zu Konflikten zwischen Gemeinden, wollten die einen durch die rasche Ausstellung der Heiratspapiere arme Frauen abschieben, andere durch ein Eheverbot diese nicht aufnehmen. Die expliziten oder unterschwelligeren Stellungnahmen von Angehörigen und Dorfbevölkerung in Konflikten dieser Art führten auch gemeindeintern zu grossen Spannungen.

Auf die Vielschichtigkeit der alltäglichen Beziehungen im Dorf verweisen die vielen aufgerollten Einzelfälle von Konflikten rund um die Geschlechtsvormundschaft. Je nach konkreter Situation unterschieden sich die Auswirkungen. Entsprechend der baselländischen Gesetzgebung musste beim Kauf und Verkauf von Liegenschaften immer auch die Ehefrau unterschreiben. Bei alleinstehenden Frauen, ob verwitwet, geschieden oder ledig, entfiel nicht nur diese Bedingung, sondern der Vormund konnte eine Liegenschaft sogar ohne vorgängige Absprache mit der Eigentümerin veräussern. Gegen eine solche Praxis wehrte sich die eingangs erwähnte Therwilerin. Als einzige der vielen Rekurrentinnen verweist sie auf die über den Einzelfall hinausreichenden allgemeinen menschenrechtlichen Prin-

zipien. In der Regel beriefen sich Frauen auf ihren alltäglichen Beitrag zur Subsistenz und lehnten deshalb die Beschränkung ihrer wirtschaftlichen Handlungsfähigkeit ab. Frauen konnten zwar die Mittelverwaltung verlangen, doch gerade armen Frauen wurde diese nur selten zugestanden. Es wurde nicht nur über deren Liegenschaften, sondern auch über deren Geldvermögen, ja selbst über die Zinsen verfügt. Am Beispiel der aus angesehenen Liestaler Handwerkerfamilie stammenden Ester Strübin, die in Basel jahrelang selbständig eine Bäckerei betrieb, gelingt der Historikerin eine äusserst einprägsame Schilderung der schichtspezifisch unterschiedlichen Auswirkung der Geschlechtsvormundschaft: Während Arme nicht selten über jeden Rappen Rechenschaft ablegen mussten, wurden der Bäckerin aufgrund ihres Vermögens mehrere Aufnahmen von hohen Hypotheken zugestanden; nach ihrem Konkurs schützte sie die Geschlechtsvormundschaft vor der Zwangsveräusserung ihrer Liegenschaften. Nach Annamarie Ryter entsprach die Rechtsnorm den sozialen Beziehungen in den Gemeinden; diese waren geprägt von der Dominanz der Behörden über die Unterschichten und der Verfügungsmacht von Männern über das familiäre Eigentum.

Besonders unter Druck gerieten die Witwen, denen nach dem Tode des Gatten ein Drittel des Vermögens zukam. Viele hatten massive wirtschaftliche Schwierigkeiten, und zwar sowohl alte und gebrechliche wie auch Witwen mit nichterwerbstätigen Kindern. Über die sozialen Einschränkungen aufgrund spezifischer Verhaltensnormen sagen die Akten nur wenig aus, trotzdem gibt es nach Annamarie Ryter Hinweise, dass die weiblichen Tugenden der Bescheidenheit, Selbstlosigkeit und Arbeitsamkeit gerade von armen Witwen in besonderem Masse erwartet

160 ■ wurden.

In noch erhöhtem Masse traf dies für ledige Mütter zu. Nur wenn eine Frau nach Meinung der Gemeinde «unschuldig» mit dem Kinde sitzengelassen worden war, konnte sie mit Nachsicht rechnen, ansonsten waren ihr meistens die Ausgrenzung und oft auch das Heiratsverbot sicher. Die für ein solches Verbot vorgebrachten Argumente – eine eigentliche Liste von stereotyp wiederholten Schimpfwörtern – gipfelte fast ausnahmslos im Vorwurf des schlechten Lebenswandels. Der Autorin gelingt eine sehr schöne Beschreibung, wie sich die in der Behördeneinsprache festgeschriebenen Vorbehalte bereits vorher im Gerede langsam verdichten. Nicht die sexuellen Kontakte an sich führten zum Ruf einer «Hure» oder «Dirne», sondern die sozialen und wirtschaftlichen Begleitumstände. Vor allem arme und fremde Frauen waren davon betroffen; letzteren drohte jederzeit die polizeiliche Abschiebung, falls sie sich dem Heiratsverbot widersetzen und in «wilder Ehe» lebten. Ein eindrückliches Beispiel von Ausgrenzung zeigt sich im Schicksal der Anna Barbara Handschin aus Rickenbach: 1819 als uneheliche Tochter geboren, gebar sie in nur 15 Jahren elf Kinder und starb 1860 kaum vierzigjährig an «Auszehrung». Auch wenn 1874 die Heiratsbeschränkungen durch die eidgenössische Gesetzgebung aufgehoben wurden, blieben Ausgrenzungen im Hinblick auf die Schonung der Armenkasse bis ins 20. Jahrhundert hinein bestehen. Mit der Pathologisierung Randständiger erhielten die Psychiater und Ärzte als Gutachter entscheidende Machtbefugnisse.

Die vielen aufgeführten Einzelbeispiele und ausführlichen Zitate aus den Akten machen meines Erachtens den besonderen Reichtum des Buches aus: Sie vermitteln nicht nur ein konkretes und lebendiges Bild des Alltags und der komplexen Beziehungsstrukturen auf dem



Dorf, sondern ermöglichten mir, die analytischen Rückschlüsse der Autorin nachzuvollziehen.

Elisabeth Joris (Zürich)

CATHERINE FUSSINGER &
MONIQUE PAVILLON (SOUS LA
RESPONSABILITÉ DE)
FEMMES, LE MAUVAIS GENRE?
COLLOQUE A L'UNIVERSITE DE
LAUSANNE ORGANISE PAR LE
GROUPE «REGARDS CRITIQUES»
DECEMBRE 1990

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES (SOUS LA
DIRECTION DU PROF. H. U. JOST), 16,
LAUSANNE 1994, 113 P., FS 12.–

HANS ULRICH JOST, MONIQUE PA-
VILLON & FRANCOIS VALLOTTON
(SOUS LA RESPONSABILITÉ DE)
**LA POLITIQUE DES DROITS
CITOYENNETÉ ET CONSTRUCTION
DES GENRES AUX 19^e ET 20^e
SIÈCLES**

ÉDITIONS KIMÉ, PARIS 1994, 157 P., FS 41.– (FS 22.–
AUPRÈS DE H. U. JOST, UNI. LAUSANNE,
CH-1015 LAUSANNE)

«Pour la Féminité, contre le Féminisme»;
«Backlash» ou «la guerre froide contre les
femmes»; «l'histoire des femmes»: une
«approche marginale et réductrice» au
sein de la «grande» histoire... Dans ce
contexte d'invisibilisation croissante des
acquis des mouvements féministes, ces
ouvrages, actes de deux colloques qui se
tinrent à l'Université de Lausanne, té-
moignent au contraire de la vigueur du
champ des recherches sur les rapports
sociaux de sexes et de son intérêt pour
mettre en lumière les logiques sociales et
les rapports de forces que l'analyse tra-
ditionnelle tend à occulter ou à déplacer.

Désireux de penser les genres mas-
culin-féminin en tenant compte aussi bien

de l'égalité que de la différence – mais
sans toutefois tomber dans un discours
légitimant les discriminations sociales –,
le colloque «Femmes, le mauvais genre?»
a examiné les divers courants de pensée
traversant la réflexion sur l'oppression
des femmes afin d'en mieux comprendre
les enjeux.

Pour l'anthropologue Nicole-Claude
Mathieu, il est nécessaire d'analyser les
mécanismes qui constituent les modes de
contrôle masculin sur le travail, la sexualité
et la conscience des femmes. Dans
cette perspective, elle relève que les deux
pivots de la construction de la différen-
ciation sociale entre les hommes et les
femmes, et par là même de l'inégalité,
sont le travail et la reproduction, cette
dernière étant également socialement
manipulée. Aussi importe-t-il d'appliquer
à la reproduction «l'analyse marxienne du
travail» (p. 19), puisque cette reproduc-
tion est un travail, socialement organisé
comme tout travail. De même, elle con-
teste la notion de «division sexuelle du
travail» dans la mesure où «rien ne per-
met de lier au sexe lui-même la différen-
ciation des tâches, qui est observée dans
toutes les sociétés mais avec des moda-
lités différentes» (p. 20).

Cette question de la répartition des
tâches et plus largement des discrimina-
tions qui perdurent en matière d'égalité
professionnelle, Margaret Maruani et
Marie-Thérèse Sautebin l'abordent en
mettant en évidence les processus de dif-
férenciation entre les sexes en fonction du
type d'emploi, du temps de travail, ou
encore du salaire. Le temps a un sexe,
nous apprend Marie-Thérèse Sautebin au
travers de sa comparaison du nombre
d'heures accordées par les femmes et les
hommes au temps professionnel, au temps
de famille et d'entretien, et au temps d'ac-
tivité sociale. Une conclusion s'impose: il
faut repenser avec les hommes les struc-
tures sociales et l'organisation du travail.

Les contributions de Stéphanie Coontz et de Chafia Djemame témoignent de la nécessité et de la fécondité d'une approche comparative et interdisciplinaire des rapports de genres. Alors que la première déconstruit le modèle de la famille traditionnelle américaine des années 1950 – actuellement proposé comme solution à la crise de la famille –, la seconde dénonce l'extrême précarité de la situation des femmes en Algérie, encore renforcée par la résurgence de l'intégrisme religieux.

Enfin, la philosophe Lidia Cirillo se penche sur la tendance actuelle de certaines féministes qui, dans le sillage de la psychanalyste Luce Irigaray, se réclament de la «pensée de la différence». S'appuyant sur la valorisation de qualités considérées comme spécifiquement féminines, ce féminisme différentialiste représente un piège dangereux dans la mesure où il tend à légitimer des exclusions.

Privilégiant des approches plus spécifiquement historiques, juridiques et littéraires, le colloque sur «La Politique des Droits. Citoyenneté et construction des genres aux 19e et 20e siècles» s'est proposé d'interroger «les fondements mêmes de la société bourgeoise qui, bien que reposant sur l'universalité du droit naturel, refuse l'application de celui-ci à la majeure partie de la population» (p. 9). En introduisant cette exclusion des femmes comme pivot de leurs réflexions, ce sont les failles de cette société bourgeoise et les contradictions fondamentales propres au libéralisme et à la démocratie que les différentes contributions parviennent à mettre en évidence. C'est dire combien l'analyse des rapports de genres est indispensable à une compréhension globale des logiques sociales et des rapports de pouvoir.

Posant les contradictions des féministes françaises (1789–1945) comme le

démocratique libérale, Joan W. Scott souligne, entre autres, le paradoxe de la notion d'individualisme abstrait. En effet, si ce concept permet de dépasser les indicateurs physiques et sociaux discriminatoires, et ce faisant de construire la notion d'universalité, le caractère unificateur de cette figure considérée comme universelle peut aussi fonctionner pour exclure ceux qui ne sont pas conformes aux critères requis, telles les femmes, les Juifs ou les Noirs. Ce sont ces paradoxes de la vie politique et pratique que le féminisme ne cesse de dénoncer. Ainsi, l'histoire du féminisme apparaît comme «en même temps sa propre histoire et l'histoire critique de l'idéologie émergente de la modernité» (p. 24). Poursuivant la réflexion dans le même sens, Michèle Riot-Sarcey plaide dès lors pour une démarche qui, en histoire politique, rendrait compte de «l'historicité du genre citoyen».

Adoptant le même cadre épistémologique, Anna Rossi-Doria analyse l'évolution de la pensée suffragiste parallèlement à l'histoire de la pensée politique et des institutions, mettant ainsi notamment en évidence la tension entre égalité et différence, soit le rapport difficile existant entre une égalité des droits fondée sur l'universalisme démocratique – l'individu abstrait – et la différence de genres qui repose sur l'individu concret. Cette caractéristique de la pensée féministe à vouloir sauvegarder la différence en même temps qu'elle demandait l'égalité, Eliane Gubin pour la Belgique, Anne Summers pour l'Angleterre et Andrée Lévesque pour le Québec l'illustrent tout en tenant compte des spécificités nationales et religieuses.

Enfin, les contributions de Régine Beauthier, Patricia Schulz et Hans Ulrich Jost analysent les différents mécanismes de l'exclusion des femmes sur le plan juridique au travers d'exemples belges et suisses. Quant à l'écrivaine Thérèse Moreau, c'est à la métaphore de «mon-



naie vivante» qu'elle recourt pour caractériser la circulation des femmes et de l'argent dans l'œuvre d'Emile Zola.

Extrêmement stimulante de par la variété des thématiques abordées, la diversité des grilles d'analyse et la richesse de la démarche comparative, la lecture de ces deux ouvrages témoigne de la pertinence de la critique féministe à fournir des clés d'interprétation pour comprendre la crise actuelle de la démocratie.

Chantal Ostorero (Lausanne)

**JEAN BATOU & ALFREDO MORABIA
(EDS)**

**SANTÉ, MODES DE VIE ET
CAUSES DE DÉCÈS À GENÈVE AU
20^E SIÈCLE**

PASSÉ PRÉSENT, GENÈVE 1994, 134 P., FS 28.–

L'objectif des différentes contributions rassemblées dans cet ouvrage vise à mettre en lumière les principales causes de décès précoces de la population genevoise depuis la fin du XIX^e siècle, dans le but de permettre aux responsables d'élaborer une politique de prévention, sociale et médicale, mieux cernée et plus efficace.

Dans leur article intitulé «Les principales causes de mortalité et observation épidémiologique à Genève, 1901–2000», Alfredo Morabia et Naïra Khatchatrian, de l'unité d'épidémiologie clinique de l'Hôpital Cantonal Universitaire de Genève, retracent les épidémies endurées par les Genevois, soit sous forme de maladies infectieuses, comme la tuberculose ou le sida, soit sous forme de maladies chroniques, infectieuses ou non, comme les maladies cardio-vasculaires ou les cancers. Le premier constat se révèle encourageant, dans la mesure où, de manière générale, le taux de mortalité a fortement diminué au cours du siècle, notamment grâce aux progrès réalisés

dans le domaine de la mortalité infantile. Par ailleurs, la tuberculose (maladie la plus meurtrière) a pratiquement disparu, et les maladies cardio-vasculaires (plus difficiles à cerner en raison du changement de leur définition au cours du siècle) ont diminué. En revanche, les cancers du sein et du poumon sont en augmentation, le dernier étant bien entendu en rapport avec l'accroissement du nombre des fumeurs. A ce propos, on apprend aussi que la Suisse appartient au groupe de tête des pays de consommateurs de cigarettes. Les dernières années révèlent une diminution du nombre de cancers du poumon chez les hommes, à mettre en relation avec le fait qu'ils sont plus nombreux à arrêter de fumer, tandis que la proportion de tabagiques chez les femmes reste stable. Les décès dus aux accidents de circulation sont également étudiés ici, et leur courbe montre d'abord une augmentation, suivie d'une diminution de leur nombre en raison de l'accent mis sur la prévention. Le sida, quant à lui, est devenu lors des dernières années l'une des principales causes de décès des jeunes entre 20 et 30 ans.

Alain Schweri, journaliste, licencié en histoire économique et sociale, traite du suicide, en adoptant une approche qui se fonde d'abord sur la longue durée, puis sur le moyen terme, et enfin sur l'évolution conjoncturelle. Il insiste avec sensibilité et prudence sur le paradoxe qui existe entre la structure psychologique d'un individu, et les raisons sociales qui peuvent pousser cet individu à se donner la mort. L'auteur met très bien en relief la difficulté posée par ce paradoxe, sachant qu'un historien peut fournir des explications de nature sociale, mais que les raisons intimes lui échappent obligatoirement. Sur le long terme, la tendance au suicide diminue chez les hommes, tandis que les femmes recourent plus au suicide, et notamment les adolescentes, pour

lesquelles la mort volontaire représente près de la moitié des causes de décès. L'analyse à moyen terme révèle que les périodes difficiles connaissent une augmentation des suicides, de même que les catastrophes brutales, telles le début de la Première Guerre mondiale ou la crise financière de 1929. La prévention sociale et le soutien psychologique constituent des moyens importants pour lutter contre le suicide.

Alessandro Dozio, licencié en géographie et travaillant dans le domaine des statistiques, reprend le thème du suicide sous un angle sociologique, s'appuyant sur la notion d'intégration d'E. Durkheim. Des liens sont établis entre le divorce et le suicide, prouvant l'importance du noyau familial «dans le processus d'intégration de l'individu dans l'ensemble de la société». Les troubles psychiatriques ont également une incidence sur les suicides, notamment les cas de dépression ou d'alcoolisme. L'installation du gaz domestique a augmenté le nombre de suicides, de même que la disponibilité d'autres agents létaux, domaine dans lequel la prévention peut jouer un rôle important. A ce propos, l'auteur regrette que l'on ne puisse établir aisément des statistiques dans le but d'évaluer l'impact de la commercialisation des armes à feu et des médicaments sur le suicide.

Daniel Palmieri, journaliste, licencié en histoire économique et sociale, s'applique à démontrer (malgré la difficulté d'accès aux sources récentes) que, malgré ce qu'en disent les médias, les citoyens n'ont aucune raison, à l'heure actuelle, de craindre la menace d'un meurtrier anonyme. L'auteur met en évidence des constantes entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, notamment dans la prépondérance du sexe masculin, soit comme agent du meurtre, soit comme victime, ou dans la proximité sociale du couple agresseur-victime. En revanche, le couteau

semble remplacer le revolver d'alors. Contrairement au contexte politique, l'immigration semble n'avoir aucun lien avec les homicides, ni aujourd'hui, ni hier, quoiqu'en dise John Cuénoud, directeur de la police à la fin du XIXe siècle.

Jean Batou, professeur d'histoire à l'Université de Lausanne, souligne, statistiques à l'appui, les dangers de la circulation. Une famille sur trente a en effet été endeuillée par un décès dû à un accident de la route. Les hommes automobilistes ou motocyclistes sont parmi les victimes les plus fréquentes, et la proportion des adolescents tués par accidents augmente, tandis que celle des cyclomotoristes et des piétons diminue. C'est pourquoi, l'auteur plaide pour une réduction des transports individuels au profit des transports publics.

Cet ouvrage, au premier abord un peu hétéroclite, trouve sa justification au fil de la lecture. Chaque article a réussi à allier la sécheresse des statistiques à une approche plus incarnée, sensible et nuancée. Les formations différentes des auteurs n'entravent en rien la cohérence du livre, et au contraire, l'enrichissent par des regards complémentaires.

Micheline Louis-Courvoisier (Genève)



RENÉ RENGGLI UND JAKOB TANNER
DAS DROGENPROBLEM
GESCHICHTE, ERFAHRUNGEN,
THERAPIEKONZEPTE

SPRINGER, BERLIN 1994, 227 S., FR. 29.80

HASSO SPODE
DIE MACHT DER TRUNKENHEIT
KULTUR- UND SOZIALGESCHICHTE
DES ALKOHOLS IN DEUTSCHLAND

LESKE & BUDRICH, OPLADEN 1993, 388 S., 27 ABB.,
FR. 49.–

Das Titelbild des Buches von Renggli und Tanner besteht aus einem Foto: Zu sehen ist ein Halter, an dem diverse Stempel hängen, und der vorderste trägt die Aufschrift «DROGENABHÄNGIG». Die etikettierende Stigmatisierung von Personen und das «Drogenproblem» als eine gesellschaftliche Zuschreibung sind damit auf gelungene Weise schon optisch als Ausgangspunkt des Bandes symbolisiert.

In einer dreifachen Gliederung wird versucht, Historie und Gegenwart von Drogen kritisch und reflektiert miteinander zu verbinden. Den Inhalt dieser drei Teile bezeichnet bereits der Untertitel: Ein erster Teil (verfasst von Tanner) handelt sowohl von der Geschichte einiger Drogen wie von der Geschichte ihrer Prohibition, in einem zweiten Teil finden sich sechs kurze Erfahrungsberichte von Betroffenen, die nahezu alle an einem Methadonprogramm teilnehmen, und der dritte Teil (verfasst von Renggli) stellt die heute dominierenden therapeutischen Konzepte vor. Ein knapper Anhang informiert in Form einer Zeittafel über drogenpolitisch relevante Ereignisse seit dem 18. Jahrhundert und, lexikalisch angeordnet, über die wichtigsten Drogen.

Diese Konzeption begründen die beiden Autoren in ihrer Einleitung als eine symbolische Ordnung, in der alle Zeitdimensionen eine Rolle spielen, damit es im Dialog zwischen Historie und Poli-

tik vielleicht möglich werde, eine Ambivalenz von Drogenkultur wiederzugewinnen: zwischen Dämonisierung einerseits und gedankenloser Konsumtion andererseits. Dieses Ziel wie auch der Ausgangspunkt, das Drogenproblem als einen kulturellen Code zu betrachten, in dessen Rahmen durch mediale Konstruktion soziale Konformität abgestützt wird, sind nicht neu; neu jedoch ist diese in drei Perspektiven aufgeteilte Darstellung und die Breite eines Ansatzes, der zwar Heroin in den Vordergrund stellt, in Teil I aber auch andere relevante legale und illegale Drogen umfasst.

Dieser erste Teil überzeugt mich nachdrücklich. Ebenso knapp wie fundiert werden in chronologischer Reihung die europäischen und US-amerikanischen Phantasmen, Gewohnheiten und Kontrollversuche bezogen auf Opiate und Alkohol dargestellt. Dabei handelt es sich in weiten Teilen weniger um Kultur- als um Politikgeschichte, um eine Geschichte äusserer und innerer Kolonialisierung, und es ist gerade diese Akzentuierung, die der Darstellung die Kohärenz ihres Blickwinkels und ihr kritisches Potential verleiht.

Das gilt meiner Meinung nach für den zweiten Teil weitaus weniger. Unkommentiert erzählen Betroffene, wie sie zur Fixe kamen und wieder weg und wie sie zu einer Legalisierung stehen. Einige liessen sich durchaus als Kronzeugen dagegen gebrauchen, andere plädieren eher, auch dies zu versuchen. Die von den Autoren anvisierte Verschränkung von Geschichte und Gegenwart, die durch diese Berichte belegt werden soll, scheint mir angesichts der eher lapidaren Kürze dieser Berichte nur begrenzt gelungen: Die aktuellen Zwänge des Fixerlebens sind in diesen Texten gut nachvollziehbar, die historischen Bedingungen dieser Zwänge jedoch werden nicht unbedingt deutlich.

Im dritten Teil werden die heutigen drogenpolitischen Versuche beschrieben, vor allem die Substituierung durch Methadon, die Einrichtung von Fixerräumen und die Frage einer kontrollierten Abgabe von Heroin. Man kann es dabei, je nach Perspektive, den Autoren als Verdienst oder als Manko anrechnen, dass sie an dieser Stelle vor allem Fragezeichen setzen und die existierenden therapeutisch-politischen Konzepte mit kritischer Distanz betrachten. Wenn ich geneigt bin, solche Zurückhaltung eher für ein Manko zu halten, dann deswegen, weil sie zwar von intellektueller Redlichkeit zeugt, aber nicht geeignet ist, den notwendigen politischen Druck aufzubauen, der alleine eine Veränderung bewirken könnte.

Das verringert aber insgesamt nicht den Wert dieses Bandes gerade für diejenigen, die die aktuellen Diskussionen vielleicht verfolgen, in ihren Implikationen jedoch mangels Hintergrundinformation nicht immer verstehen. Die politische, gesellschaftliche und ideologische Genese dessen, was wir verkürzt «Drogenproblem» nennen, arbeiten die Autoren pointiert heraus und liefern damit neben den vielen Einzeldarstellungen eine knappe Gesamtschau, die sich für alle Interessierten mit Gewinn liest.

In diesem thematischen Zusammenhang wäre hinzuweisen auf eine historische Gesamtdarstellung der Droge Alkohol von Hasso Spode, die bisher in dieser Ausführlichkeit fehlte.

Zwar sind therapeutische Fragen in diesem Buch nicht angesprochen, aber sein Ausgangspunkt ist sehr vergleichbar: «Wer die «Sucht» aus ihrem kulturellen Kontext, ihrer Geschichtlichkeit, herauslöst, setzt als gegeben voraus, was es erst zu erklären gilt.» (S. 10). Aus dieser Perspektive heraus bietet der Autor eine grossangelegte Darstellung deutscher Alkohol-, Trink- und Trunkenheitsgeschichte «zwischen Historischer An-

thropologie (bzw. Kulturosoziologie) und Historischer Sozialwissenschaft (bzw. Sozialgeschichte)» (S. 12). Er stützt das in seiner Materialfülle beeindruckende Panoramabild auf die Fülle älterer Kulturgeschichtsschreibung, auf zeitgenössische Beschreibungen und die eher schmale einschlägige sozialhistorische und -wissenschaftliche Literatur und bettet dies alles ein in einen theoretischen Rahmen, der seine Begriffe vor allem aus der Zivilisationstheorie und den vielfältigen mentalitätsgeschichtlichen Arbeiten nimmt.

Insgesamt zeichnet sich diese Darstellung weniger dadurch aus, völlig neue Thesen vorzutragen, als vielmehr dadurch, die Vielzahl verstreuter Beobachtungen und Analysen bündig und kompakt zusammenzufassen und zu einem Gesamtbild zu integrieren. Ein solches Gesamtbild ist nun tatsächlich neu, und Spode hat das Verdienst, eine umfassende und differenzierte Darstellung der «Macht der Trunkenheit» vorzulegen, die sowohl sozialwissenschaftlichem wie historischem Anspruch genügt.

Aldo Legnaro (Köln)

**HANS HARTMANN UND FRANZ HORVATH
ZIVILGESELLSCHAFT VON RECHTS
DIE ERFOLGSSTORY DER ZÜRCHER SVP**

REALOTOPIA, BÜLACH 1995, 180 S., FR. 18.80

Ein Blick in die Inserateseiten der Schweizer Presse bestätigt tagtäglich, was Hans Hartmann und Franz Horvath in ihrem Buch aufzeigen. Seit bald zwei Jahrzehnten befindet sich die SVP in einem aggressiven und millionenteuren Dauerwahlkampf und ist damit vor allem im Kanton Zürich erfolgreich. Mit ihren Inseratekampagnen und ihren fast wöchentlich stattfindenden Publikumsver-



staltungen bestimmt diese seit 1977 von Christoph Blocher präsidierte Partei das politische Klima in der Stadt Zürich und liefert in der ganzen Schweiz regelmässig hektischen Polit-Gesprächsstoff.

Was die beiden Autoren (beide sind Historiker und Mitarbeiter beim links-kritischen Monatsmagazin MOMA) ursprünglich als eine «unheimliche Erfolgsgeschichte der SVP» schreiben wollten, offenbarte sich ihnen im Verlaufe des umfangreichen Quellenstudiums zunehmend als «bemerkenswerte Passivität» der übrigen Schweizer Parteien gegenüber der erfolgreichen SVP.

Die Kritik an der Volkspartei und deren Politik auf das Schlagwort «Populismus» zu reduzieren, das greife – so das Fazit – als Analyse zu kurz und sei ebenso falsch, wie der von vielen Medien und Publikationen gepflegte Personenkult um Christoph Blocher. Gefordert sei eine «seriöse Auseinandersetzung», um Erklärungen zu erhalten, wie es dieser Partei gelingt, mit einer neokonservativen, teilweise in sich widersprüchlichen Wertesammlung (Gemeinschaft, Verantwortung, Mittelstand, Ordnung, Familie) und einem professionellen Parteaufbaukonzept neue Wählerschichten anzusprechen, neue Themenfelder ideologisch zu besetzen und erfolgreich eine Doppelrolle zwischen fundamental-konservativer Oppositionshaltung und Regierungsbeteiligung zu spielen.

Die spannend zu lesende Darstellung basiert auf einer sorgfältigen Auswertung der parteieigenen Zeitungen («Zürcher Bauer», «Der Zürcher Bote») und beschreibt im ersten Teil die Entwicklung der anfangs der 70er Jahre aus der Bauern, Gewerbe- und Bürgerpartei (BGB) hervorgegangenen SVP. Im Zentrum steht die Zeit vor und nach der Wahl Blochers zum Parteipräsidenten sowie die von ihm eingeschlagene «klare Marschrichtung». Im zweiten Teil wird der «Durchbruch»

seit Mitte der 80er Jahre thematisiert, als die Partei bis zum Wahljahr 1991 zur stärksten Kraft im Kanton Zürich aufstieg. Unter der straffen Führung von Blocher und des Parteisekretärs Hans Fehr wurde parteiinterner Dissens (z. B. in der Auseinandersetzung um das neue Eherecht 1984, in der Umweltpolitik oder in der Frauenpolitik) überwunden. Später nutzte die Partei die steigende Arbeitslosigkeit der 90er Jahre für eine Verbindung ihrer Deregulierungskampagne mit der Oppositions- und Abschottungspolitik; das Resultat der EWR-Abstimmung Ende 1992 war der negative Höhepunkt.

Am Schluss zeigen die beiden Autoren Ansätze für eine kritische Auseinandersetzung mit der Ideologie der SVP, der das Ende des Arbeitsfriedens, die Bekämpfung des Sozialstaats sowie ein autoritäres Rechtsverständnis als «liberal» gelte. Für die Partei sei, wie die neuesten Kampagnen andeuten, der moderne demokratische Rechtsstaat mit seinen Grundrechten untauglich geworden. Hier müssten die «liberal denkenden Linken und die sozial denkenden Liberalen» ansetzen und eigene Perspektiven einer wirklich liberalen und sozialen Politik entwickeln, worin Werte wie Freiheit, Gerechtigkeit, Solidarität, Toleranz und Gleichheit ihren festen Platz haben.

Das Buch von Franz Horvath und Hans Hartmann ist bewusst keine «definitive» Geschichte der Zürcher SVP. Und auch wenn sie sich vorwiegend auf den Kanton Zürich konzentrieren und die gesamtschweizerische Dimension des Phänomens SVP kaum einbeziehen, ein wertvoller und informationsreicher Diskussionsbeitrag ist dieses Buch allemal –, gerade im Hinblick auf die kommenden Wahlen und für die linken Parteien.

Thomas Christian Müller (Zürich)